



**SÉGOLÈNE ROYAL
RÉAFFIRME SA POSITION**

La France doit «s'excuser» pour les crimes coloniaux en Algérie

Lire l'article de A. Z. page 3

HISTOIRE

LA DENT ET L'EMPIRE
Chronique d'un
meurtre qui ne
finir jamais
de tuer

Par Laala Bechetoula
page 11



RAFFINERIE D'AUGUSTA EN ITALIE

Sonatrach entame la production de l'essence E5

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

**DANS L'HISTOIRE
DE LA CAN**
**Un «scandale
sans précédent»**

P. 9



**LE SÉLECTIONNEUR
SÉNÉGALAIS**
**«Mes joueurs
étaient en danger»**

P. 9



Ghaza Mise en garde contre «l'effondrement imminent» du système de santé

Mohamed Mehdi

Dimanche, 101^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de transgresser unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en commettant, depuis le 11 octobre 2025, plus de 960 violations du cessez-le-feu, et de ne pas respecter le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Les attaques israéliennes contre les civils à Ghaza se poursuivent au moment où il est question de l'installation d'un « Comité de technocrates » pour la gestion de l'enclave assiégée. Selon un décompte d'Al Jazeera citant plusieurs sources, au moins six Palestiniens blessés lors de frappes aériennes et de tirs d'artillerie israéliens dans différentes zones de Ghaza dans la matinée de dimanche.

Une source médicale de l'hôpital baptiste, à l'est de la ville de Ghaza, a déclaré à l'agence turque Anadolu que trois Palestiniens avaient été blessés par des tirs de drones israéliens dans la zone de Netzarim, au sud de la ville de Ghaza.

Une autre source médicale de l'hôpital Nasser, dans le sud de la bande de Ghaza, a indiqué que deux blessés, dont une fillette, par des tirs israéliens dans la zone d'Al-Mawasi, à l'ouest de Khan Younes, ont été transférés aux urgences. Un blessé par balles à la tête par des tirs israéliens à Deir al-Balah a été transféré à l'hôpital des Martyrs d'Al-Aqsa dans le centre de l'enclave. Son état était critique a indiqué Al Jazeera.

Les tirs israéliens ont ciblé, hier, plusieurs autres régions dont Khan Younes, dans le sud, tandis que les forces navales tiraient sur la côte de la ville, alors que l'artillerie a bombardé diverses zones à l'est de Jabalia, dans le nord de l'enclave, et le quartier d'Al-Tuffah, situé dans le nord-est de la ville de Ghaza, ciblé par des tirs d'hélicoptères.

MSF REDOUTE UNE SUSPENSION DE SES SERVICES À GHAZA

« L'inquiétude monte parmi les Palestiniens et les employés de l'organisation internationale Médecins Sans Frontières (MSF) dans la bande de Ghaza, face au risque d'un arrêt de ses services en raison de mesures israéliennes qui menacent sa présence sur le terrain, alors que le système de santé demeure quasiment paralysé et souffre de pénuries critiques à tous les niveaux », écrit l'agence d'information palestinienne Wafa.

Un communiqué publié dimanche par MSF affirme que l'entité sioniste a suspendu l'enregistrement de l'organisation dans le cadre de ses nouvelles mesures pour les opérations à Ghaza et en Cisjordanie occupée. L'organisation a ajouté sur ses plateformes sociales que « lors-

que les autorités israéliennes ont suspendu notre enregistrement, elles ont affirmé que si MSF quittait Ghaza, l'impact serait limité... ce qui est totalement faux », note Wafa.

« En tant qu'institution médicale humanitaire, nous traitons les patients, et une large frange de la population dépend de nous en l'absence d'alternatives, particulièrement dans notre travail au complexe Nasser », a-t-il expliqué Mohammad Abu Jasser, un responsable du centre de traitement des brûlures de MSF. Cette interdiction pourrait avoir, a-t-il ajouté, un impact très négatif, notamment sur l'acheminement de matériel médical et l'arrivée des missions soignantes étrangères.

MSF a également mis en garde contre « l'effondrement imminent » du système de santé à Ghaza, déjà dans une situation catastrophique en raison du blocage de l'entrée du « carburant, d'équipements médicaux et de médicaments, (et autres) aides médicales ».

LES ÉGLISES D'AL-QODS DÉNONCENT LE SIONISME CHRÉTIEN

De hauts responsables chrétiens d'Al Qods ont mis en garde contre les ingérences extérieures qui menacent l'unité et l'avenir du christianisme en Terre sainte, pointant du doigt le « sionisme chrétien » et les acteurs politiques liés à Israël, a rapporté hier Al Jazeera English (AJE), citant un communiqué publié samedi par les patriarches et chefs des Églises de la ville. Dans leur communiqué, les responsables religieux chrétiens palestiniens pointent du doigt des activités récentes de certains individus locaux promouvant des « idéologies néfastes, telles que le sionisme chrétien », « induisent le public en erreur, sèment la confusion et nuisent à l'unité de notre communauté », ajoute la même source.

Ils mettent en garde contre ces efforts qui ont trouvé un soutien auprès de « certains acteurs politiques en Israël et ailleurs », les accusant de promouvoir un agenda susceptible de compromettre la présence chrétienne non seulement en Terre sainte, mais aussi dans tout le Moyen-Orient.

AJE rappelle qu'un « puissant courant du christianisme évangélique aux États-Unis continue d'influencer le soutien politique et financier apporté à Israël », ce qui suscite une inquiétude grandissante chez les responsables religieux de la ville d'Al-Qods.

Les patriarches ont également exprimé leur « profonde préoccupation » de l'accueil accordé à des personnes promouvant ces idées « au plus haut niveau, tant au niveau local qu'international », qualifiant ces actions d'« ingérence dans la vie interne des églises », et accusant des acteurs extérieurs de mépriser l'autorité et la responsabilité des dirigeants chrétiens historiques de la ville.

Chanegriha au Qatar

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire a entamé, hier dimanche, une visite officielle au Qatar, pour prendre part à la 9^{ème} édition de l'Exposition et la Conférence internationale de Doha sur la Défense maritime "DIMDEX-2026", indique un communiqué du ministère.

"Sur invitation du Général de Corps d'Armée Jassim Ben Mohammed Al Mannai, Chef d'Etat-Major des Forces Armées qataries, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre Délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle à l'Etat du Qatar, à partir d'aujourd'hui dimanche 18 jan-

vier 2026, pour prendre part à la 9^{ème} édition de l'Exposition et la Conférence Internationale de Doha sur la Défense maritime DIMDEX-2026", précise la même source.

Lors de cette visite, "le Général d'Armée aura des entretiens avec les responsables qatari sur les voies et moyens du renforcement de la coopération militaire bilatérale", souligne le communiqué du ministère.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Réformes et rupture méthodologique

Le renouvellement politique n'est ni un slogan conjoncturel ni une posture rhétorique : il constitue une nécessité historique lorsque les sociétés entrent dans une phase de recomposition profonde. En Algérie, le tournant amorcé depuis 2020 s'inscrit précisément dans cette logique de sursaut institutionnel, politique et économique, né d'une prise de conscience collective des limites du modèle antérieur et de l'urgence d'un changement réel dans les méthodes comme dans les acteurs.

Face à l'accumulation des déséquilibres économiques, à l'essoufflement des politiques sociales traditionnelles et à la défiance citoyenne héritée de longues années d'immobilisme, l'option du statu quo n'était plus tenable. La période récente marque ainsi une rupture progressive avec la reproduction mécanique des mêmes schémas de gouvernance, longtemps fondés sur la centralisation excessive, la logique de rente et la prééminence du discours sur l'action.

Contrairement aux phases antérieures, les réformes engagées depuis 2020 s'appuient sur une vision plus pragmatique du changement. Elles reposent sur l'idée que l'on ne peut ni redresser une économie, ni restaurer la cohésion sociale, ni moderniser l'État avec les mêmes outils conceptuels et les mêmes pratiques qui ont produit les dysfonctionnements. Cette inflexion se traduit par une volonté affichée de renouveler les cadres, d'introduire des compétences issues de nouveaux horizons et de réhabiliter la notion de responsabilité dans la gestion publique.

Le renouvellement des cadres ne se limite pas à une question générationnelle. Il s'agit avant tout d'un renouvellement des mentalités politiques, des cultures administratives et des méthodes de décision. L'Algérie fait aujourd'hui face à des défis complexes : diversification économique, rationalisation des dépenses publiques, soutien à l'investissement productif, justice sociale, transition numérique et adaptation aux mutations du marché mondial. Ces défis exigent des profils capables d'analyse, de projection et d'innovation, et non de simples gestionnaires de l'existant.

Sur le plan économique, les réformes engagées traduisent une volonté de rompre progressivement avec les logiques de dépendance et de rente, au profit d'une approche plus structurée de la création de valeur. L'amélioration du climat des affaires, l'encouragement de l'initiative entrepreneuriale, la rationalisation des mécanismes de soutien public et la révision de certains cadres réglementaires témoignent d'une orientation visant à libérer les énergies productives et à restaurer la confiance des acteurs économiques. Les premiers résultats observés, bien que perfectibles, indiquent que le changement de méthode commence à produire des effets tangibles.

Sur le plan social, la réforme ne se limite plus

à des réponses ponctuelles ou à des mesures compensatoires. Elle tend à s'inscrire dans une logique plus globale de justice sociale, d'équité territoriale et de rationalisation des politiques de solidarité. La prise en compte des attentes citoyennes, la lutte contre les inégalités structurelles et la recherche d'un équilibre entre efficacité économique et protection sociale constituent désormais des axes centraux du discours et de l'action publique.

L'un des éléments déterminants de cette phase de transition réside dans l'émergence progressive de nouveaux acteurs. Universitaires, experts, cadres techniques, entrepreneurs et responsables issus de la société réelle occupent désormais un espace plus visible dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Cette ouverture relative du champ décisionnel marque une rupture avec la domination exclusive des cercles fermés et des profils politiques formatés par les anciennes pratiques.

Dans le même temps, cette dynamique de renouveau se heurte inévitablement à la résistance des acteurs opportunistes. Ceux-ci ne disparaissent pas avec les réformes ; ils tentent de s'y adapter. Leur stratégie demeure inchangée : épouser le langage du changement sans en accepter l'esprit, se présenter comme des acteurs de la transition tout en cherchant à préserver leurs positions. Toutefois, la différence notable réside dans le fait que leur marge de manœuvre se réduit à mesure que les exigences de résultats, de transparence et de reddition des comptes deviennent plus présentes dans le débat public.

Le véritable enjeu de la phase actuelle réside donc dans la consolidation de cette dynamique de renouvellement. Car toute réforme, aussi ambitieuse soit-elle, reste fragile si elle n'est pas portée par des convictions durables, des compétences réelles et une volonté politique constante. Le changement ne se mesure pas uniquement à l'annonce des réformes, mais à leur continuité, à leur cohérence et à leur capacité à transformer durablement les structures économiques et sociales.

Le renouvellement politique engagé en Algérie depuis 2020 ne prétend pas effacer le passé, mais il vise à en tirer les leçons. Il s'agit moins d'une rupture brutale que d'une transition raisonnée, fondée sur la sélection de nouvelles compétences, la modernisation de l'action publique et la restauration progressive de la confiance entre l'État et la société.

En définitive, l'Algérie ne cherche pas à réformer pour réformer, mais à reconstruire sur des bases plus solides. Les premiers fruits de cette orientation commencent à apparaître, confirmant que le changement devient crédible lorsqu'il est porté par de nouveaux acteurs, une nouvelle vision et une volonté réelle de dépasser les blocages hérités. Le défi demeure immense, mais le sursaut est amorcé, et avec lui, la possibilité d'un renouveau durable.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com

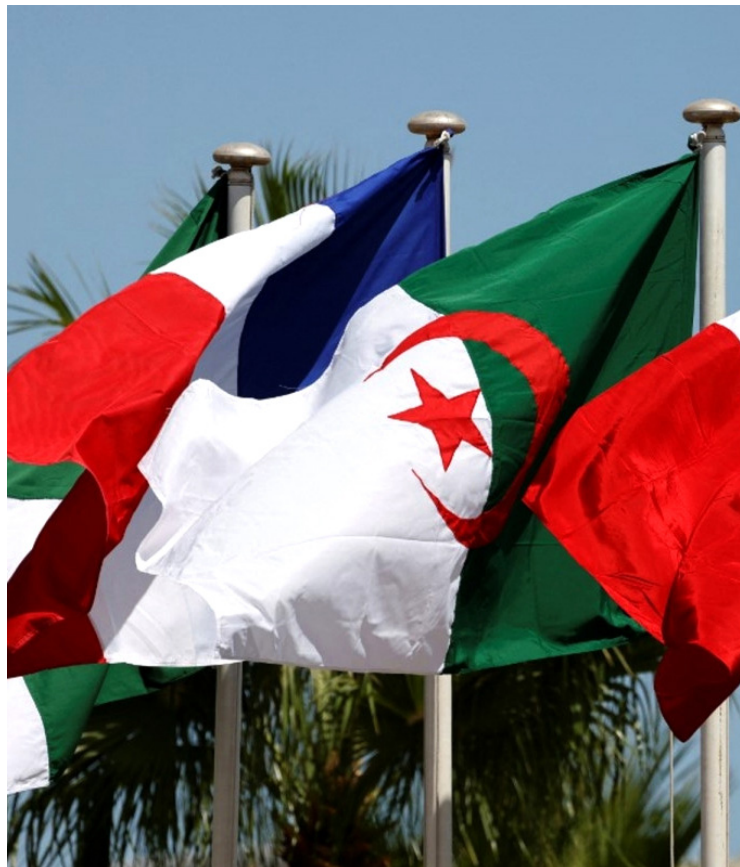
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Ségolène Royal réaffirme sa position

La France doit «s'excuser» pour les crimes coloniaux en Algérie



A. Z.

Dans un contexte de réactions françaises divergentes à la suite de l'adoption par le Parlement algérien, fin décembre, d'une loi qualifiant la colonisation de « crime d'État » et réclamant des excuses officielles à la France, Ségolène Royal, la candidate à la présidentielle française de 2017, a pesé de sa voix influente sur le débat en remettant sur le tapis ses positions, clairement affichées par le passé sur ce dossier. Celle qui a toujours considéré que la France se devait de reconnaître ses crimes coloniaux en Algérie, estimant que la reconnaissance de ces crimes (torture, pillages, massacres) est une étape nécessaire pour apaiser les relations franco-algériennes et établir une mémoire commune, malgré les réticences politiques françaises face à l'opinion publique et l'histoire complexe, s'est exprimée, samedi dernier, sur l'épineux dossier de la mémoire qui empoisonne les relations franco-algériennes. Intervenant en tant que présidente de l'Association France-Algérie (AFA), soit un mois après avoir succédé à Arnaud Montebourg, à la tête de cette association, qui a tenu ses rencontres annuelles samedi 17 janvier à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), elle a assuré qu'elle « n'accepte pas le concept de rente mémorielle, parce que c'est une

manière commode de délégitimer la parole des blessés de l'histoire ». Notons que le concept en question revient assez souvent dans les discours des leaders des partis de la droite et même des officiels. Traçant les grands axes de ses actions à la tête de l'AFA, une association qui veut à travers ces rencontres organisées samedi dernier « contribuer à la réflexion collective sur les conditions d'une coopération renouvelée et féconde, en mobilisant citoyens, responsables et acteurs engagés des deux rives de la Méditerranée », Ségolène Royal a affirmé qu'elle ferait tout ce qu'elle peut pour que l'on puisse avancer sur le difficile problème de la mémoire, qui est « un droit de reconnaissance de faits établis et documentés », a-t-elle soutenu. Ajoutant que « certaines blessures » et les « crimes de la colonisation » française en Algérie « n'ont pas été nommés totalement, ni réparés, ni excusés ». « Eh bien, ils doivent l'être par la France, comme l'ont fait d'autres pays », a-t-elle plaidé. Rappelons que Ségolène Royale reconnaît les difficultés politiques en France (peur de la polémique, poids de l'histoire) qui pèsent sur ce dossier, mais elle a toujours soutenu fermement que la reconnaissance de la responsabilité historique est primordiale et que la présentation des excuses formelles est indispensable pour tourner la page et construire une relation apaisée entre la France et l'Algérie.

Recrutement d'élèves magistrats Début des préinscriptions au concours national

Les préinscriptions au concours national de recrutement d'élèves magistrats pour l'année 2025, ont débuté dimanche et se poursuivront jusqu'au 29 janvier en cours, à 16h00, indique un communiqué du ministère de la Justice. Les candidats intéressés peuvent s'inscrire au concours via le lien suivant: "concours.mjjustice.dz", précise la même source.

Raïna Raïkoum

Sid Lakhdar Boumediène

Un glaçon sur l'eau

Donald Trump revendique le Groenland parce qu'il veut un gros glaçon dans son whisky. Et quel autre terrain de golf aussi magnifique pourrait-il construire en rapport avec sa gigantesque mégalomanie ? Dans cette affaire, comme pour toutes les crises quotidiennes du Président, il faut savoir prendre du recul avec l'humour qui protège des drames incompréhensibles.

Laissons ce démoniaque pour un instant et penchons-nous vers la connaissance, même très succincte, de la population de ce si beau pays. Car Donald Trump se fiche de l'existence d'un peuple autochtone et encore moins de la richesse humaine si ce n'est que dans son pétrole et autres revenus du sous-sol.

Le Groenland, un gros glaçon sur une terre qui est encore un de ces rares lieux qui éveille notre imaginaire sur le lointain, l'inconnu et l'insolite. C'est toujours ce qui s'empare des sociétés humaines lorsque les populations, les lieux ou les cultures ne sont connus que dans une vague représentation de l'esprit. Place est toujours, dans ce cas, laissée aux rêves de l'aventure impossible.

C'était bien le cas avec la Chine, l'Inde ou les « Amériques » dans les siècles passés. Bien entendu que nous connaissions l'existence de ce pays du bout du monde et un minimum de son histoire mais je suis sûr que les populations de la planète se sont ruées vers les documentations pour comprendre un peu plus. Cette malheureuse communauté de moins de 56.000 habitants voulait seulement vivre dans la libre souveraineté de son destin qui a traversé tant de périodes soumises à la colonisation brutale depuis des siècles. Elle voulait juste la paix et la tranquillité que créent si bien les immenses territoires de beauté et de préservation de la nature, aussi contraignante soit-elle.

Son histoire est millénaire et assez bien documentée à partir de la venue des Inuits, peuplades que nous retrouvons au fin fond des frontières de l'océan Arctique. Puis ce fut la conquête des Vikings au 10^{ème} siècle, comme ils le firent à ce moment en Europe.

On peut s'imaginer combien l'histoire édulcorée du brassage des cultures de cette période est romancée, allez raconter aux Inuits qu'elle aurait été riche en échanges culturels et de pratiques sociales.

Même si le Danemark et la Norvège avaient revendiqué la possession du territoire bien avant, la colonisation débuta réellement au début du 18^{ème} siècle suite à l'arrivée d'un pasteur missionnaire norvégien aux fins d'une évangélisation. Pourquoi dit-on alors que la colonisation est danoise ? Tout simplement parce qu'à cette époque se forma l'Union Danemark-Norvège sous l'autorité du roi du Danemark. Ainsi, comme attendu, le roi du Danemark avait revendiqué ses droits sur les terres du Groenland.

Fermé (par la géographie notamment), le pays devint donc un domaine colonial exclusif où avaient prospéré de nombreux commerces comme celui des fourrures et des graisses. Comme les colonisations d'intérêts en arrivent toujours à la domination brutale, c'est au 20^{ème} siècle que l'horreur danoise avait atteint le pic de la barbarie coloniale.

Quatre des plus horribles événements resteront à jamais gravés dans la mémoire de ce paisible peuple. En 1951, 22 enfants avaient été arrachés à leurs familles pour être envoyés au Danemark afin d'en faire des « élites » qui, bien entendu, étaient destinés à être le relais pour la cause coloniale.

À leur retour ils avaient été entièrement déracinés, y compris par la perte de leur langue maternelle et ont eu des destins brisés.

Une expérience identique à celles que font subir les scientifiques du comportementalisme aux animaux. En 1953, des familles en-

tières de chasseurs Inuits ont été chassées de leur terre afin de construire la base militaire américaine

de Thulé. C'est dire le souvenir qu'a ce peuple envers les Américains.

En 1960, arrive le « parcage » de la population dans des villages côtiers, particulièrement dans des immeubles qui nous font rappeler la naissance de l'expression en France « les quartiers ». Il s'en est suivi une dé-culturation profonde qui mène au cercle vicieux de la déchéance sociale comme celle provoquée par l'alcool ou la dépression. En tout cas vers tout sauf vers une véritable instruction.

Mais le pire, l'abominable, fut dans les années 60-70, c'est-à-dire à notre période contemporaine, ce qu'on appelle « l'affaire des stérilets ». Le Danemark avait organisé une campagne de pose de stérilets, très souvent sans consentement des jeunes filles et des femmes, afin de limiter la croissance démographique dans les populations autochtones. Nous étions là dans le domaine des abominables exploits du nazisme. Les témoignages des femmes de cette époque sont édifiants. Certaines disent qu'elles ont mis longtemps à comprendre l'origine de leur stérilité.

La population du Groenland avait fini par accepter l'accord avec le Danemark pour une autonomie partielle. Des représentants locaux élus et institutions lui permettent de vivre une relative autonomie, le Danemark restant souverain pour la diplomatie et la défense. Intégrés dans l'Union européenne, les Groenlandais sont divisés entre leur souhait d'obtenir leur indépendance totale et celui d'être protégés militairement et financés pour une partie de leur dépendance économique. Il est évident que le souhait d'indépendance l'emportera un jour ou l'autre. Nous voilà revenus à l'actualité du moment. Imaginez la tête des populations locales lorsqu'un loufoque excité vient leur dire qu'il les achète, eux et leur terre natale, pour garantir la sécurité des Etats-Unis. Eux qui avaient pourtant signé des accords pour la localisation de bases américaines, autant qu'ils le souhaitaient ainsi que des partenariats économiques qui auraient largement alimenté l'appétit du démon américain pour l'argent.

Les Groenlandais ont exprimé majoritairement leur refus d'être achetés, en paquet avec leur pays, comme un hamburger.

Ils avaient avalé l'histoire peu joyeuse avec le Danemark et finalement y ont trouvé un moindre mal avec la protection de l'Europe et de l'Otan ainsi qu'un financement qui n'était pas des moindres avantages. Ils avaient le meilleur refuge possible en attendant ce qu'ils désirent le plus, d'une manière majoritaire dans la population, leur indépendance. Par son offre, le bulldozer Trump leur propose une annexion définitive. Ils n'auraient ni la prospérité ni l'honneur d'une perspective d'une souveraineté chèrement espérée depuis des siècles.

J'attends que Donald Trump revendique l'annexion de la Place d'armes à Oran. Toute son armée ne viendrait jamais à bout de nos farouches lions. Je vous l'avais dit, le comique nous permet de prendre de la distance envers ce qui est dramatique et folle aventure.

PS : on entend souvent le terme « esquimau » pour le nom des habitants du Grand Nord. Un habitant du Groenland vous rectifiera (s'il parle en français) en vous disant qu'il est d'origine Inuit et que l'appellation « esquimau » est le nom qui leur a été donné par les Danois ou les Français et qui leur semble être connoté de mépris. Ce qui est vrai mais j'invite cependant le lecteur à m'en préciser le sens exact car ma connaissance peu érudite est peu assurée par la profusion de traductions que j'ai pu lire. Méfiez-vous de la première proposition, même si elle est répétée, qui vous tombe sous les yeux.

Raffinerie d'Augusta en Italie Sonatrach entame la production de l'essence E5

La société nationale des hydrocarbures «Sonatrach» a réalisé une avancée industrielle et technique importante sur le marché européen, via sa filiale italienne «Sonatrach Raffineria Italiana», en lançant la production commerciale d'essence à faibles émissions «E5» depuis la raffinerie d'Augusta sur l'île de Sicile.

El-Houari Dilmli

En effet, «Sonatrach Raffineria Italiana» a indiqué sur son compte LinkedIn, hier dimanche, que la filiale italienne «a réalisé une avancée importante avec le début de la production de l'essence à l'éthanol (E5), avec le chargement de son premier tanker le 14 janvier depuis sa station à Augusta».

Le communiqué de la filiale italienne de Sonatrach a expliqué que «l'introduction du mélange d'éthanol, produit dans l'usine IMA dans la région de Trapani, fait partie de la stratégie visant à augmenter la teneur en composants biologiques dans le carburant automobile produit par la raffinerie d'Augusta». «Cette initiative renforce entièrement la chaîne d'approvisionnement des produits siciliens, soutenant ainsi le lien entre la région, l'innovation in-

dustrielle et la durabilité», selon la même source.

Le premier réservoir de ce carburant innovant a été expédié, marquant le passage de l'entreprise de la phase de test à la production réelle et à l'exportation. L'essence «E5» est un biocarburant hybride, composé d'un mélange d'essence traditionnelle et de 5 % d'éthanol bio, un alcool extrait de matières agricoles et organiques renouvelables telles que les cultures de maïs, la canne à sucre ou les résidus agricoles. L'importance de ce carburant réside dans ses multiples avantages environnementaux et réglementaires, car il contribue à réduire la dépendance aux dérivés pétroliers fossiles, diminue les émissions de dioxyde de carbone et d'oxydes de soufre par rapport à l'essence ordinaire, en plus d'être entièrement compatible avec tous les moteurs de voitures modernes sans

nécessiter de modifications techniques. Ce lancement s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Sonatrach visant à augmenter la proportion de composants biologiques dans le carburant de transport et à se conformer aux réglementations européennes strictes soutenant l'énergie propre, l'éthanol bio étant fourni par l'usine «IMA» dans la région de Trapani en Sicile, ce qui renforce une chaîne d'approvisionnement locale complète.

«Cet accomplissement reflète la capacité technique et adaptative de Sonatrach aux exigences de la transition énergétique mondiale, et confirme sa position en tant qu'acteur stratégique dynamique et flexible au cœur du marché européen, surtout dans un contexte de concurrence intense et de tendance européenne à imposer des taxes sur l'empreinte carbone».

Transport ferroviaire

2.400 milliards de dinars pour moderniser le réseau

El-Houari Dilmli

Le directeur central de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), Nabil Boubaya, a révélé que l'Algérie a «alloué un budget d'environ 2.400 milliards de dinars pour le développement et la modernisation du réseau de transport ferroviaire, dans le cadre d'une vision stratégique visant à soutenir le développement économique et social du pays».

Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Nabil Boubaya a expliqué que le ministère des Travaux publics «supervise la réalisation des différents projets du programme national de développement de ce réseau, qui s'étend actuellement sur 5.738 km à travers les différentes wilayas du pays, et ce, après l'achèvement de la ligne minière du Sud-Ouest, fin de l'année 2025, renforçant ainsi le développement national et régional».

Le représentant de l'ANESRIF a également affirmé que les projets réalisés au cours des six dernières années «ont apporté une véritable transformation au secteur, avec le réseau ferroviaire passant de moins de 4.000 km à la réalisation de plus de 1.700 km de nouvelles lignes, permettant ainsi de mettre à disposition un train toutes les demi-heures en Algérie, ce qui reflète l'amélioration notable du rythme de transport et de la qualité du service».

L'invité de la Radio a encore indiqué que ces lignes constituent «une véritable base de soutien dans les domaines social et économique, en raison de leur poids stratégique pour

la Société nationale des transports ferroviaires ainsi que pour le développement local et régional».

Boubaya a également exprimé «l'espoir» des autorités du pays de relier à l'avenir le réseau ferroviaire national aux pays voisins maghrébins et africains, en profitant de la position stratégique de l'Algérie en tant que porte d'entrée du continent africain, «notamment en ce qui concerne la connexion des zones d'échange commercial et industriel frontalières, et en renforçant le transport collectif de passagers et de marchandises dans des délais raisonnables».

Il a également souligné que l'un des principaux avantages du transport ferroviaire est «la réduction des coûts de transport, ainsi que la possibilité de l'utiliser en cas d'urgence pour garantir la livraison rapide des marchandises, en plus de contribuer à réduire la congestion routière, notamment dans les zones où il y a des embouteillages», a-t-il souligné.

DES PROJETS AMBITIEUX À L'HORIZON

En ce qui concerne les projets programmés, Boubaya a expliqué que le programme de développement du réseau ferroviaire repose sur plusieurs axes principaux, dont les plus importants sont la ligne minière du sud-ouest du pays, s'étendant d'Oran et Arzew à Gara Djebilet en passant par Béchar et Tindouf, sur une distance totale d'environ 950 km, conçue pour transporter 50 millions de tonnes de minerai de fer par an et 25 millions de tonnes de matières transformées, contribuant ain-

Accidents liés au gaz

Le ministère de l'Intérieur rappelle les mesures de prévention

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a, dans un communiqué rendu public dimanche, rappelé aux citoyens les consignes et les mesures de prévention à suivre pour prévenir les accidents pouvant survenir suite à une fuite du gaz de monoxyde de carbone. Le ministère de l'Intérieur recommande aux citoyens d'installer un détecteur de monoxyde de carbone, dans leurs maisons, notamment près des appareils

de chauffage et des chauffe-eau, de veiller à l'entretien périodique de tous les équipements à gaz et de maintenir libres les conduits d'aération dans les salles de bain et les pièces". Le ministère recommande, par ailleurs, d'«éteindre les chauffe-eau après leur utilisation», soulignant qu'en cas de mal de tête soudain, de vertiges, de nausées ou de difficultés respiratoires, "il faut immédiatement sortir à l'air libre et appeler la Protection civile".

Transport Mieux cerner les difficultés

M. Aziza

L'ouverture d'un dialogue franc et responsable entre les hautes autorités du pays et les professionnels du transport de voyageurs a non seulement contribué à apaiser les tensions, mais a également permis de mieux cerner les difficultés réelles rencontrées sur le terrain. Cette démarche devrait faciliter le travail de la commission mise en place, en vue de répondre aux revendications des acteurs du secteur et d'instaurer davantage d'ordre, tout en assurant son développement selon les normes acceptables et durables. À l'issue d'une rencontre tenue samedi avec le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, les syndicats du secteur des Transports ont salué l'intérêt accordé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux préoccupations des professionnels du transport, ainsi que d'autres secteurs vitaux, en raison de leur rôle stratégique dans la sécurité économique et la stabilité du marché national.

Les représentants syndicaux ont exprimé leur satisfaction quant à la réponse positive des hautes autorités et leur adhésion aux démarches visant à améliorer la qualité du service public.

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) a souligné que cette rencontre traduit une volonté politique sincère de renforcer le dialogue social et de consolider la confiance entre l'État et les partenaires sociaux.

Pour rappel, le Premier ministre a annoncé le lancement d'ateliers de travail conjoints, accompagnés d'un calendrier précis, afin de traiter les préoccupations professionnelles, de stabiliser le marché et de renforcer les équilibres socio-économiques.

L'UGCAA a également salué l'approche proactive du gouvernement dans la préparation du mois de Ramadhan, visant à assurer la disponibilité des produits, à réguler l'approvisionnement et à préserver le pouvoir d'achat des citoyens.

Dans une déclaration au «Le Quotidien d'Oran», Abdelkader Bouchrit, président de la Fédération nationale des transporteurs privés, a qualifié la rencontre avec le Premier ministre de

«fructueuse». Selon lui, les revendications des transporteurs ont été largement débattues et plusieurs propositions ont été formulées. À ce titre, le Premier ministre a invité les représentants du secteur à poursuivre les discussions en présence du ministre de l'Intérieur et de la ministre du Commerce intérieur, afin d'examiner les solutions aux revendications les plus urgentes.

Parmi les principales doléances figure la révision de la tarification, dans la mesure du possible, afin de l'adapter à l'augmentation des charges. Les transporteurs ont notamment rappelé la flambée des prix des pièces de rechange, une situation qui commence à peser lourdement pour les professionnels. Ils ont également soulevé la question de la disponibilité des pneus à des prix abordables. La problématique du renouvellement du parc des bus a aussi été abordée, de même que les aspects liés à l'organisation du transport, notamment l'élaboration de plans de transport et de circulation visant à mieux réguler le secteur.

Contacté par nos soins, Sid Ali Aït El Hocine, secrétaire général du Syndicat national des transporteurs par taxi (SNTT), a salué cette ouverture du dialogue, qualifiant la rencontre de samedi dernier de «fructueuse et historique».

Lors de cette réunion, a-t-il précisé, l'ensemble des préoccupations accumulées depuis plusieurs années ont été évoquées, notamment la tarification du transport, les licences d'exploitation, le dossier des licences des moudjahidine, le renouvellement du parc professionnel, ainsi que le phénomène du transport clandestin.

Ont également été abordées la loi régissant la profession n°12-230 et le cahier des charges de 2017, considérés comme de véritables obstacles à l'exercice de l'activité des taxis. Optimiste, M. Aït El Hocine a conclu : «nous avons constaté une réaction positive de la part du Premier ministre. Nous sommes convaincus que la solution passe inévitablement par la Commission nationale regroupant l'ensemble des acteurs, travaillant selon un calendrier précis pour traiter ces dossiers point par point».

Mila

119 pièces de monnaie ancienne récupérées, un trafiquant arrêté

Les éléments de la brigade de Recherche et d'intervention de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Mila ont récupéré 119 pièces de monnaie ancienne en bronze et arrêté un individu de 37 ans qui les proposait à la vente dans la commune de Tadjenanet, indique un communiqué publié dimanche par ce corps constitué. Cette affaire remonte, précise le document, à la découverte, par les policiers, d'une publication sur les réseaux sociaux proposant des pièces de monnaie ancienne à la vente. Exploitant des informations signalant la conclusion, à Tadjenanet, d'une opération de vente par l'auteur de la publication, les éléments de la brigade ont élaboré un plan opérationnel qui a permis l'interpel-

lation du suspect et la découverte, dissimulées dans son véhicule personnel, de pièces de monnaie ancienne, ajoute le communiqué, soulignant que le suspect a été conduit dans les locaux des services de police pour être interrogé. Le document publié par la Sûreté de wilaya indique également que l'expertise des pièces de monnaie récupérées par les services concernés de la direction de la Culture et des Arts a établi qu'il s'agit de pièces "revêtant une importance historique et archéologique certaine".

Le suspect interpellé a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Chelghoum-Laid aussitôt après la finalisation des procédures légales d'usage, selon la même source.

♦ REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE ♦
♦ MINISTÈRE DE LA SANTÉ ♦

DIRECTION DE LA SANTÉ
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER
ISSAD KHALED MASCARA
SOUS-DIRECTION DES FINANCES ET DES MOYENS
Email: eph_issadkhaled29@gmail.com
N° Tel: 045 72 14 46

2ème MISE EN DEMEURE (AVANT RESILIATION)
NIF: 40801600002906900101

L'entreprise EURL SANTE MEDIC – MOSTAGANEM sise (siège social)
Rue mekki ali n 90 gp 14 Mostaganem, titulaire du marché N° 33/25 du 05/11/2025
portant l'acquisition de **MATERIEL MEDICALE POUR SERVICE RADIOLOGIE**
pour L'E.P.H ISSAD KHALED -MASCARA concernant l' Avis D'appel D'offres
Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 02/2025 qui Affiché dans les
journaux nationaux : " **الدور** " en langue arabe et " **Le Régional** " en langue Française
en date du : **21/07/2025**.

En raison du non respect des délais de livraison (**Quarante Huit Heur (48h)**)
prévus dans le marché à commande et votre retard de la livraison du **MATERIEL
MEDICALE POUR SERVICE RADIOLOGIE** mentionnée dans le bon de commande N°
(**283**) .

Par conséquent le service cocontractant demande de bien vouloir livrer cette
commande dans un délais de **(24h)**.

Faute de quoi ,le service contractant résilie le marché a commande prévues par la
réglementation seront prises à son encontre.

2025 31
MASCARA LE,
LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631000697 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY

AU CAPITAL SOCIAL DE 40 000 000 000 DA

NIF N°: 0 999 3101 03669 77

Tél.: +213.41 82.15.15 Fax: +213.41.82.15.15

Notice of extension of bids submission deadline

NATIONAL AND INTERNATIONAL OPEN CALL FOR TENDER

N°13 /HYPROC S.C/PMD/2025

1st step: Preliminary Technical Offer

HYPROC Shipping Company Spa Informs, all companies interested by the national and
International open call for tender N°13 /HYPROC S.C/PMD/2025, for the Design, the procurement,
the construction, the commissioning and the delivery ready for service of ONE (01) LPG Carrier,
semi refrigerated, having a loading cargo capacity ranging between 14000 et 16000 CBM on firm
basis + one (01) sister ship on option.

Published on the:

BAOSEM N°2447 dated on 12/11/2025;

Quotidien d'Oran dated on 11/11/2025;

Ouest Tribune dated on 11/11/2025;

الوطنى dated on 11/11/2025.

that the bid submission deadline has been extend from 26/01/2026 to 10/02/2026 at 09h30 AM (LT).

The opening of the the bids submission will be held on the same date in public session, at 10h00
AM (LT), at HYPROC SHIPPING COMPANY's head office ORAN.

ANEP N° 2631000661 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026



Transport Voyageurs de l'Ouest

AVIS D'ATTRIBUTION DEFINITIVE

SARL PENG-PU ALGERIE

Demeurant au Zone d'Activité Ouled Mohamed 127

CHLEF

Oran le **11 JAN 2026**

-Vu la loi 23-12 du 05/08/2023 et procédures internes adaptés pour la sélection des soumissionnaires

Il est porte à la connaissance aux soumissionnaires concernées par l'avis d'appel d'offres national
ouvert N°008/ 2025 portants

« **ACQUISITION DE QUATRE (04) NOUVEAUX AUTO CARS** »

Publiée le 24/11/2025 dans le journal quotidien d'Oran adressé au fabricant, concessionnaires
et importateurs spécialisés dans le domaine, a reçu un (01) pli

Après l'ouverture des plis et évaluation par la commission spécialisée.

Et décision du service contractant déclare que d'appel d'offres national ouvert y affère a été
attribué provisoirement à :

Fournisseur	Note finale Sur 100	Montant DA/TTC	Délai de livraison	Durée de garantie	N° NIF	OBS
SARL PENG-PU ALGERIE	91,5	119.071.400,00 DA	Vingt-neuf (29) jours	Vingt cinq (25) mois	09990209027125900000	Une (01) seule offre

**DIRECTEUR GENERAL
D.BELAGRA**

ANEP N° 2631100031 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIARET
DAIRA D'AIN DEHEB
COMMUNE DE Naima
Nif : 098514209001726
N :2026.

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHÉ

conformément aux dispositions du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés
publics et des délégations de service public, le président d'assemblée populaire de Naima informe l'ensemble
des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales
n : 08/ 2025 publier au bomop dans le journal en arabe « **الدور** » du 18/12/ 2025 » ET le journal en français
« **Le quotidien d'Oran** » du 20/12/2025 concernant

« **Fonçages et équipements d'un forage et réalisation d'une bache d'eau capacité de 25 m3 et raccordement
En énergie solaire à zone oualhasi**
Que l'avis d'attribution provisoire de marché comme suit

N	Attributaire	Numéro D'immatriculation Fiscal	Montant De La Soumission	Montant Corrigé	Délais De Réalisation	Note Technique	Obs
01	BRICHE MOHAMMED	19228210009619802800	17. 948. 591.50 DA	/	05 mois	88 points	Moins disant et Qualifié technique

Les soumissionnaires voulant prendre connaissance des résultats de l'évaluation de leurs offres technique et
financières sont invités à se rapprocher de bureaux marchés de la commune, au plus tard trois 03 jours à
compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant dans le cadre du présent appel d'offres ,peut
introduire un recours dans les dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du
marché ,auprès de la commission des marchés Conformément a l'article 82 , du décret présidentiel 15-247 du
16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

2026 05
Naima le
Le président de l'APC

ANEP N° 2631000699 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026

Touggourt

Foncier agricole :
plus de 11.220 ha récupérés

Une superficie globale de 11.223 hectares de foncier agricole inexploité depuis 2022 a été récupéré dans la wilaya de Touggourt, dans le cadre de l'opération d'assainissement du foncier agricole attribué par l'Etat, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

Le foncier concerné par l'opération d'assainissement est réparti entre 26 périmètres agricoles, sur le territoire des daïras de Taïbet et El-He-

djira, après constat sur le terrain de son inexploitation, par la commission de wilaya chargée du dossier de l'assainissement du foncier agricole, et ayant ensuite donné lieu à l'annulation des titres d'attribution à leurs bénéficiaires pour n'avoir pas honoré leurs engagements d'exploitation de ces terres, a-t-on expliqué.

De son côté, l'Office national des terres agricoles veille à la réaffectation du foncier ainsi récupéré et son attribution à des investisseurs

«sérieux», contribuant ainsi à l'exploitation efficace et durable des terres et l'encouragement de l'investissement agricole productif dans la wilaya.

Les services agricoles ont enregistré, ces trois dernières années dans la wilaya de Touggourt, l'attribution de 2.790 titres de concession agricole, en plus de la régularisation de 1.712 dossiers d'octroi de foncier dans le cadre de la mise en valeur agricole, selon les données de la DSA.

Batna

Stations d'épuration :
priorité aux technologies modernes

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a insisté, samedi à Batna, sur la «nécessité d'intégrer les techniques modernes, notamment le traitement tertiaire» dans tous les projets de réalisation de stations d'épuration des eaux usées.

Le ministre, qui venait d'écouter, dans la commune de Chemora, aux côtés du wali, Riadh Benhmed, un exposé sur la situation de son secteur dans la wilaya de Batna, a précisé que l'opération «s'inscrit dans le cadre de la valorisation et de la réutilisation des eaux épurées, la technique de traitement tertiaire permettant d'étendre l'irrigation agricole à toutes les cultures, y compris les légumes, au lieu de la confiner aux céréales et à l'arboriculture».

Le ministre a affirmé qu'il était «d'autant plus nécessaire et opportun de valoriser et de réutiliser les

eaux usées traitées qu'un arsenal juridique existe, dans le Journal officiel, pour régir l'utilisation de ces eaux».

Il a ajouté que des instructions dans ce sens seront signifiées à tous les directeurs de wilaya des ressources en eau pour qu'ils s'engagent à intégrer les technologies modernes, y compris le traitement tertiaire, s'agissant des projets de construction des stations d'épuration.

Après avoir reçu des explications sur le projet de mise en place de la conduite de transfert de eaux du barrage de Beni Haroun (Mila) vers le barrage de Koudiat Lamdouar, à Timgad via la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi), où les travaux sont actuellement en cours, le ministre a instruit les responsables concernés à l'effet de respecter les délais de livraison de la

2ème tranche des travaux de renouvellement de la première conduite.

M. Derbal a ensuite inspecté le projet d'extension de la station de traitement du barrage de Koudiat Lamdouar, où il a insisté sur la nécessité d'un suivi rigoureux des travaux d'extension ou de réhabilitation, ainsi que sur le respect des normes de qualité, afin «d'atteindre les objectifs visés, à savoir la mobilisation d'un volume plus important d'eau pour renforcer l'alimentation des populations en eau potable».

Le ministre a également inspecté, à Batna, les travaux de construction d'une deuxième station de traitement des eaux usées d'une capacité de 450.000 équivalent-habitants, dont le taux d'avancement est de 56 %, et dont la réception est prévue «avant la fin de l'année en cours».

Sétif

40 exposants au Salon national de l'emploi

La 19ème édition du salon national de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat s'est ouverte samedi au palais des expositions Maabouda de Sétif avec la participation de 40 exposants des deux secteurs public et privé de plusieurs wilayas du pays.

Dans une déclaration à l'APS, le commissaire de la manifestation, Rabah Ferag, a indiqué que cette édition qui se poursuit jusqu'au 19 janvier courant est organisée par une société privée spécialisée dans l'organisation des expositions en coordination avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (ANVREDET) relevant du ministère de l'Enseigne-

ment supérieur et de la Recherche scientifique sous l'égide de ce ministère et du ministère de l'Economie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises et du wali de Sétif, sous le slogan «les compétences de l'Est du pays au service de l'industrie nationale».

Selon la même source, la manifestation est une opportunité pour les entreprises économiques participantes offrant des emplois de se rapprocher des demandeurs de travail et de communiquer directement avec eux sur les profils des postes et les compétences des candidats.

Il a également fait part que cet événement verra la tenue d'ateliers de formation des jeunes et des étudiants encadrés par des spécialistes sur no-

tamment la recherche d'emploi, la rédaction de CV, la conduite des entretiens de recrutement ainsi qu'un concours intitulé «le jour du challenge» sur le meilleur plan pour transformer une idée en une start-up.

De son côté, le directeur central de la communication à la direction générale de l'Algérienne des eaux (ADE), Mohamed Soltani, a indiqué que la participation de l'ADE au salon vise à en présenter l'activité à l'échelle nationale et à rencontrer les chercheurs d'emplois parmi les diplômés universitaires pour, a-t-il affirmé, «dénicher + les oiseaux rares + dans certaines spécialités dont le contentieux, la chimie, la biologie, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique».

Jijel

Plusieurs projets seront livrés
avant la fin de l'année à El Aouana

Plusieurs projets de développement seront réceptionnés "au cours du second semestre 2026" dans la commune d'El Aouana (20 km à l'Ouest de Jijel), selon le président de cette assemblée populaire communale (APC), Ahcen Souilah.

Dans une déclaration à l'APS, le même élu a précisé qu'El Aouana connaît une dynamique de développement importante traduite par les multiples projets en cours de réalisation dont plusieurs devront être réceptionnés "au cours du second semestre de l'année en

cours". Parmi les projets importants du secteur du logement retenus pour la commune, figure celui de réalisation de 80 logements publics locatifs dont les travaux lancés en juillet 2025 affichent un taux d'avancement de 45 % en plus du projet de réalisation de 170 logements promotionnels aidés dont 70 unités à la cité Timizer et 100 à Bourchayad, a indiqué le même responsable.

Dans le secteur des travaux publics, le projet de traitement des glissements des flancs rocheux instables

par béton projeté sur la RN-43 entre El Aouana et la localité des Aftis au lieudit Sfisa est à 60 % terminé, tandis que le taux d'avancement du projet de réparation des dommages subis par le pont d'Oued El Kébir sur la même route a atteint 80 %, a affirmé le président de l'APC.

Selon le même élu, les travaux sont en cours pour la réalisation d'une salle de soins au chef-lieu de la commune d'El Aouana avec un taux d'avancement des de 40 % outre un marché couvert, un réseau d'assainissement dans la localité des Aftis, un projet d'amélioration urbaine au pôle urbain Timizer, des stades de proximité et des aires de jeu pour enfants.

Médéa

Nouveaux projets
pour moderniser
le réseau routier



Le secteur des travaux publics dans la wilaya de Médéa a bénéficié, au titre de l'exercice 2026, de nouveaux projets pour la modernisation de plusieurs tronçons d'axes routiers stratégiques, appelés à optimiser la sécurité des usagers, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des travaux publics.

Il s'agit de tronçons de la route nationale (RN) 18, et de la RN 62, ainsi que du chemin de wilaya (CW) 20, a précisé le directeur local des travaux publics, Mohamed Hellal.

Le premier projet consiste en le dédoublement d'un nouveau tronçon de la route nationale 18 reliant le chef-lieu de la commune Sidi Naamane au lieu-dit «Louhat», sur une distance de 5 km.

Le cahier des charges relatif au lancement de ce projet est en phase de préparation au niveau du ministère de tutelle, a indiqué le directeur, ajoutant qu'un premier tronçon de 23 km de la RN 18 qui relie Sidi Naamane à Beni Slimane a été mis en chantier en 2024, dans le cadre d'un projet de dédoublement de cet axe routier.

Plusieurs sections de ce tronçon ont été réalisées et mises en exploitation au courant de l'année 2025, et il ne reste que quelques petits travaux de retouche

pour l'achèvement de l'intégralité des 23 km touchés par le projet de dédoublement, a affirmé M. Hellal.

Le secteur a également bénéficié d'un projet de réalisation d'une bretelle de deux (2) km et d'un ouvrage d'art pour permettre aux automobilistes d'accéder à la cité «Feidh Lahmar», sortie sud de la ville de Ksar El-Boukhari, à partir de l'autoroute nord-sud, a-t-il indiqué.

Le directeur a fait part, aussi, de l'inscription de projets de modernisation de plusieurs sections de la route nationale 62 et du chemin de wilaya (CW) 20, qui fait la jonction entre la commune de Djouab et la localité de Sour El-Ghouzlane, dans la wilaya de Bouira.

S'agissant des projets de modernisation de l'infrastructure routière en cours d'exécution à travers la wilaya, M. Hellal annonce un taux d'avancement de 45% des travaux de réhabilitation d'un tronçon de la route nationale 60 sur, une distance de 15km, qui desserve la commune d'Ouled Antar, au sud-ouest de Médéa.

Le projet de renforcement du CW 2, entre Oum Djellil et Chahbounia, sur une distance de 7km, enregistre un taux d'exécution estimé à 40%, selon le même responsable.

M'sila

Deux morts
dans une collision

Deux personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dimanche sur le territoire de la commune d'Ouled Madhi, indique un communiqué de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la route nationale (RN) n° 45 dans la zone de Biadha à la suite d'une collision entre un véhicule léger et un camion, entraînant le décès de deux personnes

âgées de 53 et 56 ans. Les éléments de l'unité principale de la Protection civile de M'sila, intervenus aussitôt après l'accident, ont transféré les corps des deux victimes à la morgue de l'hôpital Zahraoui du chef-lieu de la wilaya, a ajouté la même source, ajoutant que les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

30 rajab 1447				
El Fedjr 06h28	Dohr 12h59	Assar 15h40	Maghreb 18h03	Icha 19h25



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

30 rajab 1447				
El Fedjr 06h14	Dohr 12h45	Assar 15h27	Maghreb 17h50	Icha 19h12



Tiaret

Une polyclinique et deux cantines scolaires inaugurées

La wilaya de Tiaret a célébré dimanche la journée nationale de la commune, qui a lieu chaque année le 18 janvier. La ville de Tiaret a accueilli ces événements, sous la supervision du wali, M. Saïd Khalil, du président de l'assemblée populaire de wilaya, de membres du Conseil supérieur de la jeunesse, de cadres de la wilaya et des cadres et employés de la commune de Tiaret, indiquent les services de la wilaya.

Au programme, l'inauguration

d'équipements publics importants, dont deux cantines scolaires, contribuant ainsi à l'amélioration des services de restauration scolaire et à la promotion des conditions de scolarisation.

De même une polyclinique a été mise en service. Un nouvel établissement de santé qui vise à rapprocher les services de santé des citoyens et à améliorer le niveau de prise en charge sanitaire, ajoute la même source.

Au siège de la commune de

Tiaret, une exposition est organisée à cette occasion, mettant en avant les différents services publics fournis, ainsi que les perspectives d'avenir pour leur développement et l'amélioration de leur qualité.

Enfin, le wali a assisté à la cérémonie officielle organisée à cette occasion au service de l'état civil de la commune de Tiaret, où une présentation a été faite sur les projets en cours au niveau de la collectivité, ainsi que ceux prévus pour l'année 2026.

Beni Abbès

Le reboisement pour accompagner les projets stratégiques

Une campagne de plantation d'arbres a été organisée en fin de semaine dans la région de Tebelbala, avec la participation de représentants de plusieurs instances et associations de jeunesse, dans le cadre de la poursuite de la grande initiative lancée par le ministère de la Jeunesse le long de la ligne ferroviaire Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, selon un communiqué du ministère.

Des représentants d'organismes nationaux et d'associations de jeunesse partenaires du secteur, des membres du Conseil supérieur de la jeunesse, des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Direction générale des forêts (DGF), ont participé à cette initiative,

organisée en présence de l'ambassadeur des jeunes bénévoles auprès du ministère, Fouad Maali, qui a reçu le Trophée du jeune bénévole de l'année 2025, en concrétisation de l'accord signé avec le ministère visant à garantir le choix des espèces d'arbres adaptées à la plantation dans la région, en fournissant des conseils sur les bonnes pratiques de plantation et d'irrigation.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du "Programme national de reboisement visant à accompagner les projets stratégiques de l'Etat et à renforcer la dimension environnementale dans la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures", notamment "le projet de

ligne ferroviaire lié à l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, d'importance économique et stratégique".

L'opération vise également à "renforcer la participation des jeunes à la protection de l'environnement, à la lutte contre la désertification et à l'amélioration de l'environnement écologique des grands projets nationaux", témoignant ainsi de "la prise de conscience par les jeunes de leur rôle actif dans le soutien au processus de développement national durable et la consécration de la culture de citoyenneté environnementale, comme pilier de l'action de la jeunesse", a ajouté le communiqué de la Direction de la Jeunesse.

Chlef

Une cinquantaine d'interventions chirurgicales à l'hôpital d'Aïn Merane



L'établissement public hospitalier (EPH) "Hamamouche Abdelkader" d'Aïn Merane, Nord-ouest de Chlef, a programmé près d'une cinquantaine d'interventions chirurgicales en gynécologie-obstétrique, a-t-on appris dimanche auprès de la direction locale de la Santé et de la Population.

Ces interventions s'inscrivent dans le cadre des journées médico-chirurgicales lancées dimanche, jusqu'à mercredi prochain, au profit des patientes de la commune et des localités avoisinantes, a indiqué à

l'APS, le chef du service infrastructures et activités sanitaires auprès de la direction de la santé, Mohamed Amine Fellahi.

Organisées annuellement par le secteur de la santé en coordination avec l'association suisse "Avenir", ces journées enregistrent la participation de spécialistes des établissements hospitaliers de la wilaya, d'experts suisses, ainsi que de nombreux paramédicaux et d'employés du secteur.

Les opérations porteront notamment sur les pathologies de l'utérus, telles que les affections

du col utérin, le prolapsus, les hystérectomies, ainsi que des biopsies de l'endomètre, avec la possibilité d'intégrer d'autres cas et de réaliser des examens spécialisés, selon la même source. Pour rappel, des interventions similaires en gynécologie-obstétrique ont été organisées durant la première semaine de janvier courant à l'EPH "Frères Khellif" de Chouf, commune de Chlef, avec la participation de spécialistes du secteur privé, dans le cadre de l'amélioration des prestations de santé publique.

Adrar

Deux projets pour améliorer l'alimentation en eau

Deux nouveaux projets d'amélioration de l'alimentation en eau potable des ksour de la commune de Tamest seront réceptionnés avant la fin du premier semestre, a-t-on appris dimanche des responsables de cette collectivité.

Appelés à prendre en charge les besoins de la population locale et à améliorer la disponibilité et la qualité de l'eau potable dans cette commune, les deux opéra-

tions ont nécessité un financement de plus de 2,2 milliards DA pour l'adduction de l'eau depuis le champ de captage du "1er Novembre", au Nord de la commune de Tamest, a expliqué le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Abdelkader Benabdelkrim.

Le projet, actuellement à un stade avancé, porte sur la réalisation de six (6) forages profonds, deux (2) châteaux d'eau de

1.500 m3 chacun, et d'une canalisation d'adduction de 60 km, a-t-il expliqué.

Le projet, devant être mis en exploitation avant la fin du premier semestre en cours, sera suivi d'opérations de rénovation et d'extension des réseaux d'AEP et d'assainissement desservant les différents ksour de la commune, afin d'améliorer les conditions de vie des habitants des ksour et quartiers de la commune.

Sidi Bel-Abbès

Impliquer les jeunes dans la promotion du tourisme

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a entamé la mise en œuvre d'un programme destiné aux établissements éducatifs, visant à ancrer la culture touristique chez les élèves et à leur faire découvrir les potentialités naturelles et culturelles dont regorge la wilaya, a indiqué la cellule de communication de la direction.

Dans ce cadre, la direction a organisé, samedi, une sortie touristique au profit de 32 élèves du lycée des mathématiques de la wilaya, s'inscrivant dans une approche durable tendant à faire de

la promotion du tourisme local une activité continue, précise la même source.

Le programme de la visite a comporté un circuit urbain et culturel à l'intérieur de la ville de Sidi Bel-Abbès, permettant aux élèves de découvrir plusieurs sites et monuments historiques, ainsi qu'un circuit touristique naturel englobant l'oued Sarno et le lac de Sidi M'hamed Benali, considérés parmi les principaux espaces naturels reflétant la diversité et la beauté de l'environnement local.

Cette initiative ne s'est pas limitée à un aspect récréatif, mais a revêtu également des dimen-

sions éducatives et de sensibilisation, à travers l'inculcation des principes du tourisme responsable, le renforcement de la culture de préservation des sites touristiques et naturels et le rapprochement des jeunes de leur environnement local.

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a souligné que cette initiative s'inscrit dans une vision globale visant à impliquer les jeunes dans la promotion du tourisme interne, précisant que cette expérience sera ultérieurement accompagnée d'activités complémentaires.

Escale de la caravane artistique algéro-italienne

La caravane littéraire et artistique algéro-italienne "Poètes des deux rives" a fait escale, samedi soir, dans la ville de Sidi Bel-Abbès, à la bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed El Kabbati", dans le cadre du renforcement des échanges culturels et du dialogue civilisationnel entre l'Algérie et l'Italie.

La bibliothèque a accueilli un programme varié dans le cadre de cette manifestation culturelle, organisée par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel en collaboration avec l'Institut culturel italien d'Alger. Le programme a comporté des lectures poétiques communes réunissant des poètes des deux pays, ainsi que des interventions intellectuelles et des prestations musicales artistiques issues des patrimoines algérien et italien, reflétant la richesse du patrimoine culturel commun entre les deux rives de la mer Méditerranée, comme l'a indiqué un représen-

tant de l'Agence, M. Nouredine Addad.

La même source a ajouté que cette rencontre "contribue à l'ancrage de la culture de la lecture et de l'échange intellectuel, et renforce le rayonnement des institutions culturelles, ainsi que leur ouverture sur leur environnement national et international", soulignant l'importance de telles initiatives pour la promotion de la créativité algérienne.

De son côté, la directrice de la bibliothèque principale de lecture publique "Mohamed El Kabbati", Mme Warda Hakimi, a affirmé que l'accueil de cette manifestation culturelle "traduit le rôle central que joue la bibliothèque dans la promotion de l'action culturelle et l'ouverture aux expériences littéraires internationales", ajoutant que "la caravane Poètes des deux rives constitue un véritable espace de dialogue culturel et une opportunité de rapprocher le public, notamment les jeunes, de la

poésie, des arts et des langues".

Dans le même contexte, une visite du musée "Ghenja", l'un des sites culturels emblématiques de la wilaya, a été programmée au profit de la délégation artistique italienne, où les membres ont pu découvrir le riche patrimoine historique et artistique qu'il abrite, reflet d'une partie de la mémoire culturelle locale.

La visite a également inclus le Théâtre régional de Sidi Bel-Abbès, considéré comme l'un des hauts lieux culturels nationaux, où les responsables ont présenté des explications sur son histoire et son rôle dans la promotion de l'art théâtral et l'accueil de diverses manifestations culturelles et artistiques.

Le programme de Sidi Bel-Abbès s'inscrit dans le parcours de la caravane littéraire et artistique "Poètes des deux rives", après sa première étape dans la ville de Tlemcen, avant la clôture de ses activités à Alger.

Après d'importants travaux de restauration Réouverture de l'hôtel de ville d'Oran

J.Boukraa

Après une importante opération de restauration, l'hôtel de ville d'Oran sis à la place 1^{er} Novembre 1954 ex-place d'Armes a été rouvert hier à l'occasion de la Journée nationale de la commune, marquant ainsi la renaissance d'un édifice emblématique du patrimoine architectural et historique de la ville. Doté d'une enveloppe budgétaire dépassant les 70 milliards de centimes, ce projet de réhabilitation a été mené avec une exigence particulière en matière de qualité et d'efficacité, dans le strict respect du cachet historique du bâtiment.

Connu des Oranais sous l'appellation populaire « Dar El Sbouà », l'hôtel de ville d'Oran est un imposant édifice historique inauguré en 1886. Depuis sa construction, il n'a



cessé de susciter l'admiration de la population locale comme des visiteurs étrangers, grâce à son architecture remarquable et à la richesse de ses détails artistiques. L'édifice se distingue notamment par ses escaliers majestueux, réalisés en onyx translucide rare provenant d'Aïn Tekbalet, ainsi que par la noblesse

de ses matériaux. L'entrée principale est ornée de deux lions en bronze, œuvres du célèbre sculpteur animalier français Auguste Cain (1889). Ces statues symbolisent le nom arabe de la ville, « Wahran », signifiant les deux lions, et rappellent les nombreuses légendes oranaises liées à cet animal emblématique.

Mois de Ramadhan Plus de 63.000 familles bénéficiaires de la prime de solidarité

K.Assia

Pas moins de 63.461 familles nécessiteuses vont bénéficier de la prime de solidarité octroyée à l'occasion du mois de Ramadhan au niveau de la wilaya d'Oran. Lors d'une réunion consacrée à cette action de solidarité et regroupant tous les services concernés, le wali d'Oran a eu un aperçu détaillé sur le déroulement de cette opération et des instructions fermes ont été données pour que cette prime soit versée dans les comptes CCP de leurs bénéficiaires avant le début du mois de Ramadhan. Ainsi et afin de venir en aide aux familles nécessiteuses, les autorités locales avaient pris les devants il y a plusieurs mois en prévision du mois de Ramadhan 2026. Un rapport détaillé sur les préparatifs de cette opération spéciale pour le mois sacré avait été présenté par le directeur de l'administration locale, lors d'une réunion présidée par le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène et regroupant les cadres de l'exécutif et ceux de la wilaya.

Toutes les étapes et les délais con-

cernant cette action avaient été explicités lors de cette réunion de sorte que les inscriptions des bénéficiaires ont débuté deux mois avant la fin de l'année 2025 au niveau des communes de la wilaya. Des comités ont été installés au niveau de la commune entre le 12 octobre 2025 et le 9 novembre et des équipes chargées des opérations de contrôle ont été aussi mises sur pied afin de vérifier la véracité des données. Celles-ci seront mentionnées sur le système informatique et des listes préliminaires seront établies pour les bénéficiaires et celles exclues de l'opération. Dans ce registre, on apprend que les listes définitives ont été établies et connues entre la période du 5 janvier 2026 au 15 janvier 2026. Ainsi, toutes les phases de cette action visant à soutenir les familles les plus vulnérables et les plus démunies ont été donc passées au peigne fin.

Le soutien apporté par l'Etat est conditionné par des critères spécifiques tels que le revenu familial, la situation économique et sociale des bénéficiaires et le respect de certaines

modalités administratives. Cette action s'inscrit dans le cadre d'une politique publique qui permet une prise en charge réelle des plus démunis en particulier pendant ce mois. Notons que pour l'année 2025, la wilaya d'Oran a enregistré un total de 65.564 bénéficiaires de cette prime de solidarité. Il y a lieu de signaler que des instructions strictes ont été données aux walis et aux présidents des communes pour moderniser la gestion de la prime de solidarité destinée aux familles démunies à l'occasion du Ramadhan 2026.

Cette année, l'opération sera entièrement numérisée, afin d'assurer plus de transparence, de rapidité et de fiabilité dans le versement de l'aide. Le ministère de l'Intérieur a ordonné la mise en place d'un système informatique sécurisé pour la gestion complète du dispositif : de l'inscription des bénéficiaires aux enquêtes sociales, jusqu'au versement de la prime sur les comptes postaux. L'objectif est clair : éviter les erreurs, les retards et les fraudes qui ont souvent entaché cette opération dans le passé.

Opération police-gendarmerie

727 individus interpellés et 28 recherchés arrêtés

K.Assia

Une opération coup de poing mobilisant les unités opérationnelles et les éléments des 22 sûretés urbaines de la sûreté d'Oran et les unités de la gendarmerie d'Oran a été lancée dans plusieurs quartiers et zones à travers la wilaya d'Oran. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés et plusieurs dispositifs fixes et mobiles ont été installés pour lutter contre la criminalité et aussi renforcer la prévention routière. Cette intervention d'envergure a donné lieu à l'interpellation de 727

individus dont 305 ont été soumis à un examen approfondi de la situation. 5 d'entre eux sont activement recherchés par la justice et 23 autres font l'objet de condamnations soit au total 28 personnes recherchées ont été arrêtées. 46 individus ont été arrêtés pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Les services de sécurité ont saisi 517 gr de kif traité, 313 comprimés psychotropes de différentes marques, des armes blanches de différentes tailles et un montant de plus de 9 millions de centimes. D'autre part, les policiers et les

gendarmes ont procédé au contrôle de 309 véhicules et 59 infractions routières ont été relevées. Par ailleurs, 7 motos contrôlées ont été mises en fourrière sur les 63 contrôlées. Parmi les infractions constatées, l'absence du port de casque, l'absence du permis de conduire, les manœuvres dangereuses, l'absence du gilet de sécurité, les nuisances sonores. Pour ce qui est du volet de la police générale, les unités d'intervention ont procédé au contrôle de 75 commerces et 11 infractions ont été constatées pour non-respect de l'hygiène, insalubrité entre autres.

Douanes-ANP

Plus de 6.300 comprimés psychotropes saisis et trois individus arrêtés

K. Assia

Une quantité de 6.358 comprimés psychotropes a été saisie par les éléments de la brigade mobile des douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des douanes Oran extérieur en collaboration avec les éléments de l'ANP lors d'une opération de contrôle. Celle-ci a été découverte à bord d'un véhicule et trois indivi-

dus impliqués dans cette affaire ont été arrêtés. Les douaniers et les services de l'ANP ont récupéré à l'issue de l'intervention 6.358 comprimés de marque Ecstasy et 19 comprimés de marque Pregabaline 300 mg de fabrication étrangère. Un montant de 3 millions de dinars a été récupéré. Les mis en cause ont été remis aux services compétents pour le complément de l'enquête.

En début du mois, une quantité de 435.500 comprimés psychotropes de marque Ecstasy qui était soigneusement dissimulée dans deux véhicules en provenance de la ville d'Almeria en Espagne a été saisie par les douaniers du port d'Oran en coordination avec les services de l'ANP. Cette opération de qualité a été effectuée lors du traitement des passagers en provenance de la ville espagnole (Almeria).

Énième revers après son non-inscription au titre de la LF 2026 Les 200 milliards pour boucler la Corniche-Est, pas pour demain

Houari Saaïdia

Figurant depuis 2015 dans sa nomenclature au titre des opérations inachevées, le projet de la Corniche-Est attend toujours le dégel de son dernier lot pour voir son tracé mené à bout et mis en service de la sorte. Lors de sa visite du 13 août, le ministre des TP a bien réaffirmé son engagement à « plaider » ce dossier en haut lieu. Pour la énième fois, Oran a essuyé une fin de non-recevoir concernant la demande de fonds publics pour l'exécution de cette tranche complémentaire au titre de la LF 2026.

Ce projet a fait l'objet d'une longue série de demandes d'inscription -avec plusieurs lettres de rappel- de la part de la DTP, en ce qui concerne sa dernière tranche « gelée » faute de financement. La dernière démarche pour inscrire cette opération en arbitrage dans le cadre de la Loi de Finances (LF) 2026 n'aurait pas abouti, selon plusieurs sources concordantes. Ayant déjà eu l'accord de principe de la part de sa tutelle pour la levée du gel sur le dernier lot de la voie littorale Arzew-Oran via Cap Carbon et Kristel, la direction des travaux publics n'attend que la notification de l'opération pour passer à l'acte. Tout est fin prêt en effet pour le lancement de la procédure de passation du marché aussitôt le « quitus » officiel reçu. Autrement dit, le processus d'exécution « local » pour l'achèvement de la Corniche-Est est suris à la budgétisation du dernier segment de la ligne par les instances financières centrales, le montant estimatif de l'opération étant de l'ordre de 2 milliards de DA. Suivi de très près par les chefs de l'Exécutif local au se sont relayés aux commandes de la wilaya, ce dossier revêt un grand intérêt en raison de son importance capitale en termes d'impact pluridimensionnel et du caractère structurant de l'infrastructure routière dont il est porteur. A l'évidence, les programmes ne se plaident pas avec la parole auprès des décideurs centraux, le wali d'Oran est le mieux placé pour savoir qu'il faut préalablement assainir la nomenclature en clôturant le maximum d'anciennes opérations et en lançant la totalité des projets notifiés au titre de l'année 2023, tous secteurs et programmes confondus, pour espérer obtenir de nouvelles dotations budgétaires.

UN ULTIME LOT QUI VAUT UN SACRÉ MONTANT

Réaliser plus de deux tiers d'une route, à coups de plusieurs dizaines de milliards, puis geler le projet au nom de l'austérité budgétaire, cela porte un nom : le gaspillage. Le mot n'est

pas assez fort dans le cas de la fameuse Corniche-Est, tant la décision de mettre au frigo ce chantier, alors qu'il en était à sa dernière ligne droite, frisait l'insensé. Entre-temps, et en attendant le dégel officiel du dernier lot, les 14 kilomètres réalisés depuis plus de dix ans, pour une lourde facture de 195 milliards, sont toujours hors service. Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis la réception de la 1^{ère} tranche du projet sur 9,5 km. Qu'en est-il advenu de ce projet dont on louait les mérites à sa genèse ? Quel est le sort de ce projet structurant qui allait « ouvrir des perspectives économiques en termes d'emplois et de services touristiques, développer le littoral Est d'Oran notamment de par son impact sur les ZET, permettre une seconde liaison entre Arzew en tant que ville, site portuaire et pôle pétrochimique, tout à la fois, et la ville d'Oran avec effet d'entraînement sur les localités côtières intermédiaires » ?

UNE VOIE LITTORALE À PLUSIEURS VOCATIONS

Pas besoin de sortir de Saint-Cyr pour comprendre que la priorité dans la budgétisation devait être accordée au parachèvement des programmes très avancés en termes de réalisation. Cela n'a pas toujours été le cas, le projet de la voie littorale Arzew-Kristel, doté d'une AP de 300 milliards à la faveur d'un réajustement de l'AP initiale, en est un exemple édifiant. Pourtant, ce projet rentrant dans le cadre du programme PCSC (2005-2009) et dont l'étude a été effectuée par le CTTT, a vu sa 1^{ère} tranche sur 9,5 km, elle-même répartie en deux lots, réceptionnée dans les délais impartis, fin 2010, ce qui laissait présager une bonne suite pour le reste de l'opération. Malheureusement, la 2^{ème} tranche, opération centralisée gérée directement par le ministère contrairement à la première qui était décentralisée avec la DTP d'Oran en maître d'ouvrage délégué, restera encre sur papier à ce jour. Ceci alors qu'un 3^{ème} lot du chantier, long de près 4,5 km, qui part d'où prennent fin les deux premiers, en l'occurrence au PK 09 à hauteur de la montagne de Cap Carbon, presque à mi-parcours du tracé du projet, a lui plutôt traîné le pas. Le littoral Est de la wilaya d'Oran recèle des potentialités importantes en matière de tourisme mais souffre d'enclavement. C'est pour cela que la réalisation de la route Arzew-Kristel via Cap Carbon peut constituer un vaisseau pouvant ouvrir de nouvelles perspectives, notamment dans le domaine du tourisme balnéaire dans la région.

Bir El Djir Deux décès dans des accidents de chute

Deux personnes ont trouvé la mort, samedi, dans deux accidents distincts de chute survenus dans la commune et daïra de Bir El Djir, selon un communiqué des services de la protection civile. Le premier drame s'est produit en fin d'après-midi, à 17h43, au quartier Khemisti, lorsqu'un homme de 28 ans a fait une chute mortelle du onzième étage d'un immeuble en cours de construction. Quelques

heures plus tard, à 21h26, les équipes de la protection civile sont de nouveau intervenues au quartier Ennour, suite à la chute d'une femme âgée de 30 ans du cinquième étage d'un immeuble de type R+05.

Dans les deux cas, les services compétents ont ouvert des enquêtes afin de déterminer les circonstances exactes de ces accidents tragiques.

J.B.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

30 rajab 1447				
El Fedjr 06h42	Dohr 13h14	Assar 15h58	Maghreb 18h21	Icha 19h42



Dans l'histoire de la CAN Un «scandale sans précédent»

Les décisions arbitrales lors des rencontres de l'édition 2025 de la Coupe d'Afrique des nations de football, ont suscité une large controverse dans les milieux sportifs et une vague de critiques d'experts et de spécialistes qui considèrent que ce qui s'est passé constitue un «scandale sans précédent» dans l'histoire de la compétition continentale.

De nombreux anciens arbitres internationaux se sont accordés à affirmer que l'arbitrage a directement affecté les résultats de plusieurs matchs et a gravement entaché la crédibilité de cette compétition de football, en raison des erreurs d'arbitrage qui ont lésé aussi bien l'équipe d'Algérie que d'autres formations participantes.

L'ancien arbitre international Abdelaziz Chadli a déclaré à l'APS, à ce propos, que ce qui s'est passé, en réalité, lors de cette CAN «n'était rien d'autre qu'un scénario planifié en coulisses, en collusion avec le pays organisateur», ce qui a «nui gravement à la crédibilité des instances footballistiques africaines et porte atteinte à leur réputation sur la scène internationale». M. Chadli, qui a arbitré au cours de trois éditions de la CAN (1998, 2000 et 2002), a souligné que le pays organisateur «a eu recours à des méthodes et des pratiques illicites, et exploité l'instance continentale du football pour tenter de remporter le titre, même en piétinant les règles et l'éthique». Il a considéré que ce qui s'est passé est un «scandale» qui a totalement «dénaturé le caractère sportif du tournoi, le transformant en foire d'empoigne et en compétition dirigée par des considérations opportunistes et des ambitions illégitimes, faisant ressembler cette édition 2025 en comédie de théâtre, loin de l'esprit de loyale compétition». Pour cet ancien arbitre international, ces anomalies «ne sont pas limitées aux

décisions arbitrales sur le rectangle vert, mais ont également concerné les aspects organisationnels et comportementaux.

L'équipe algérienne ayant été soumise, avant et après le match contre le Nigeria, à des pressions et à des provocations, notamment par les atermoiements coupables ayant précédé la désignation des arbitres et la pression exercée sur la délégation algérienne par tous les moyens. L'édition de 2025 de la CAN demeurera «une tache honteuse et indélébile pour le pays organisateur», selon M. Chadli qui a souligné que l'histoire retiendra que cette édition n'était rien d'autre qu'une «pièce de théâtre bien orchestrée visant à ouvrir la voie à l'attribution du titre, quels que soient les moyens, au pays hôte». De son côté, l'ancien referee international, Djamel-Eddine Benchaâ, qui a obtenu le badge de la FIFA 1999, et qui a dirigé plusieurs rencontres internationales, estime que la CAN 2025 a «mis au jour des erreurs graves dans l'arbitrage», ainsi que des «manipulations flagrantes dans la désignation des arbitres comme l'ont prouvé des nominations de certains directeurs de jeu avant qu'ils ne soient remplacés sans que les raisons n'en soient fournies». Cela constitue, selon lui, un «indicateur édifiant et dangereux» des «pratiques malsaines et des manipulations éhontées fomentées par le pays organisateur de cette CAN». M. Benchaâ, actuellement superviseur des arbitres au sein de la Commission fédérale d'arbitrage (CFA) en Algérie, a ajouté que des «erreurs d'arbitrage graves» ont touché plusieurs équipes, y compris l'équipe nationale algérienne qui a été privée, selon lui, de deux pénalités évidentes face au Nigeria, sans que la technologie de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) n'in-



tervenne, considérant que ces pratiques ont «nui à l'image du football africain et ont eu un impact négatif sur sa crédibilité».

Pour sa part, Salim Oussaci, ancien arbitre international, a considéré que cette édition a été «marquée par des erreurs d'arbitrage ayant directement influé sur les résultats de nombreuses rencontres», surtout, a-t-il souligné, que le pays organisateur a exercé un «contrôle strict sur les rouages de l'arbitrage, contrariant ainsi l'intégrité du jeu», sans compter «l'impact déplorable sur la crédibilité de cette compétition, transformée en un conflit de coulisses».

M. Oussaci a précisé que le man-

que d'intégrité observé au cours de cette édition a également concerné l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), soulignant que le pays organisateur a «énormément profité de la partialité de l'arbitrage en sa faveur, comme chacun a pu le constater lors de ses matchs contre les Comores, le Mali et le Cameroun». Selon lui, un «plan minutieux» a été mis en place pour épuiser moralement les joueurs des équipes susceptibles de rivaliser avec le pays hôte, comme cela s'est produit lors du match Algérie-Nigeria qui avait l'arbitre sénégalais Issa Sy a «accompli une mission commandée consistant à frapper le moral des joueurs algériens en leur distribuant des

cartons jaunes gratuits dès le coup d'envoi, les mettant ainsi sous une pression intense, et impactant négativement leur performance tout au long du match, comme convenu en coulisses».

M. Oussaci a conclu en affirmant que le non-recours intentionnel à la technologie de la VAR pour revoir certaines actions litigieuses, allié à la «gratification» des arbitres ayant fauté et qui ont été «remerciés» en se voyant désignés pour diriger d'autres matchs à fort enjeu, constitue un «dérapage dangereux qui a gravement compromis l'intégrité du jeu, imprimant à jamais une tâche de honte dans l'histoire du tournoi continental».

Le sélectionneur sénégalais «Mes joueurs étaient en danger»



Le sélectionneur de l'équipe nationale du Sénégal, Pape Thiaw, a dénoncé une «défaillance sécuritaire» après que ses joueurs ont été exposés à la foule sans encadrement approprié lors de leur arrivée à la gare de Rabat, qualifiant la situation d'«anormale» dans le cadre d'une compétition internationale de cette envergure. «Ce qui s'est passé est anormal. Une équipe comme le Sénégal, laissée au milieu de la foule populaire. Mes joueurs étaient en danger. Tout pouvait se passer face à des personnes mal intentionnées», a déclaré le technicien sénégalais qui s'exprimait en conférence de presse à la veille de la finale de la CAN 2025.

Estimant que les enjeux sportifs ne sauraient justifier de tels manquements, le sélectionneur a rappelé la responsabilité des organisateurs. «Je pense que les enjeux du football ne doivent pas nous amener à faire certaines choses. C'est l'image de l'Afrique qui est en jeu», a-t-il souligné. D'autre part, faisant une comparaison entre le championnat d'Afrique des Nations CHAN 2023 organisé par l'Algérie et la CAN 2025 qui se déroule actuellement au Maroc, M. Thiaw a rendu un vibrant hommage à l'Algérie pour l'excellente organisation de cette compétition.

Sur le même registre, la Fédération sénégalaise de football (FSF) a exprimé ses «vives inquiétudes» face aux défaillances constatées lors de la préparation de la finale de la Coupe d'Afrique des nations, appelant la Confédération africaine de football (CAF) et le Comité d'organisation local à prendre des

«mesures coercitives immédiates». Dans un communiqué, la FSF a notamment déploré l'absence d'un «dispositif sécuritaire adéquat» lors de l'arrivée de la délégation sénégalaise à la gare ferroviaire de Rabat. Cette situation aurait exposé joueurs et encadrement technique à «une promiscuité et à des risques incompatibles avec les standards d'une compétition de cette envergure et le standing d'une finale continentale». Sur le plan de l'hébergement, l'instance sénégalaise a indiqué avoir adressé une protestation officielle à la CAF afin d'obtenir des conditions conformes aux exigences du haut niveau.

Concernant la préparation sportive, la FSF a fait savoir qu'elle avait notifié formellement à la CAF son refus d'effectuer ses séances d'entraînement au Complexe sportif de Rabat, estimant que ce site, camp de base de l'équipe adverse, pose un problème d'équité sportive, précisant n'avoir reçu aucune notification officielle sur le site d'entraînement qui lui est réservé.

La fédération sénégalaise a également soulevé la question de la billetterie, regrettant que la dotation officielle se limite à deux billets VVIP et dénonçant l'impossibilité d'acquiescer des billets VIP et VVIP, comme cela avait été le cas lors des demi-finales.

Elle indique toutefois avoir pu acheter des billets pour ses supporters dans les quotas fixés par la CAF, mais jugés «insuffisants» au regard de la forte demande du public sénégalais, la FSF dénonçant des «restrictions» qui pénalisent ses supporters.

Super coupe d'Algérie 2025 Le Mouloudia d'Alger haut la main

En disposant de son grand rival, le MC Alger a remporté la super coupe d'Algérie dans un match disputé au stade Nelson Mandela de Baraki qui a connu une ambiance à la sud-américaine, digne des grands classiques.

M. Zeggai

Ainsi donc, le Mouloudia d'Alger vient de remporter le premier trophée de la saison, et le cinquième de la super coupe d'Algérie de son histoire, après celles de 2006, 2007, 2014 et 2024, alors que l'USMA concède une quatrième défaite dans cette compétition, après les revers de 1981, 2014, et 2020 contre deux succès en 2013 et 2016. Dans un duel équilibré, ce sont les «Vert et Rouge» qui ont créé les meilleures occasions par Anatouf dès la première minute de jeu, Halaimia et Boukhol-

da mais la vigilance du gardien de but usmiste a retardé l'échéance. En deuxième mi-temps, le MCA s'est montré toujours plus tranchant sur le plan offensif. Le coach sud africain a eu de la chance de pouvoir compter sur un banc de qualité. Et c'est le remplaçant Nadji qui est parvenu à débloquent la situation et libérer les siens après avoir exploité une erreur de la défense des «Rouge et Noir», trop statique sur cette action (74').

Une conséquence logique, vu la physionomie de la rencontre, car si le jeu était relativement équilibré, entre deux adversaires d'éga-

le valeur, ce sont les Mouloudéens qui ont été les plus tranchants. Ce but galvanisa les «Vert et Rouge» qui ont réussi à repousser toutes les tentatives adverses.

Pour leur part, les Usmistes, nullement découragés, ont accéléré le jeu dans le dernier quart d'heure, avec l'espoir de revenir au score après l'incorporation des Khaldi et Aimé Junior, mais sans succès devant l'organisation défensive du Mouloudia.

En somme, une consécration logique du MCA face à une équipe de l'USMA qui a de nouveau déçu son merveilleux public.

Coupe d'Algérie (1/8 de finale)

La JSM Bejaïa reverse le NAHD

Les huitièmes de finale de la coupe d'Algérie se sont achevés par une autre surprise. Le mérite revient à la JSM Bejaïa, sociétaire de la division Inter-régions, qui a créé la sensation en sortant le NA Hussein Dey (Ligue 2), au stade de l'Unité Maghrébine (Béjaïa).

Nullement impressionnés par le statut et la réputation du Nasria, les Bejaouis ont fait cavaliers seuls comme l'atteste la largesse du sco-

re. Les « Vert et Rouge » ont crucifié les Nahdistes par un score sans appel de 3 à 0. Les locaux ont fait la différence dès l'entame de la partie par l'entremise de leur goléador Saker, auteur d'un doublé, avant que son coéquipier, Gacem, ne « tue » le match à la 88e, en ajoutant un troisième but.

Par cette qualification aux quarts de finale, la JSMB est devenue désormais « Le Cendrillon » de l'édi-

tion 2026 de cette épreuve populaire, car cinq parmi les sept autres quarts de finalistes sont sociétaires de la Ligue 1 (CRB, USMA, MCA, CSC et JSS), alors que les deux autres, le MCS et le CAB, sont sociétaires du championnat de Ligue 2. A noter que la JSMB sera l'hôte du CS Constantine dans un match où les Bejaouis n'ont rien à perdre mais tout à gagner.

M. Z.

ASO Chlef

Sans projet, la chute menace

Que se passe-t-il à l'ASO Chlef ? Cette équipe qui a défrayé la chronique dans un passé récent vit actuellement une crise sans précédent. Éliminée à domicile en huitièmes de finale de la coupe d'Algérie par le Mouloudia de Saïda, sociétaire de la Ligue 2, groupe Centre-Ouest, l'ASO se trouve dans de sales draps en championnat avec une guère reluisante place de 14^{ème} synonyme de troisième potentiel relégable.

Les supporters sont dans l'expectative et ne savent plus à quel saint se vouer. Pour eux, les décisions unilatérales sont à l'origine de ce marasme. Pour le public et les nombreux observateurs, la responsabilité incombe au président Abdelkrim Medouar qui s'est accaparé l'ensemble des leviers de dé-

cision, gouvernant le club comme une propriété personnelle.

Des choix successifs, souvent contestés, semblent conduire le club droit dans le mur, c'est du moins l'impression qui se dégage. Dès lors, des questions fondamentales s'imposent : qui décide réellement ? Sur la base de quel projet ? Avec quelle vision sportive ? Qui pilote vraiment le club ? Une chose est sûre : à ce rythme et avec un mode de gestion aussi opaque qu'improvisé, l'ASO Chlef s'est progressivement enlisé dans une situation critique, au point de lutter aujourd'hui pour éviter une relégation qui se dessine dangereusement à l'horizon. Le constat est sévère, mais clair : sans un changement de cap et une remise en question, le club risque

de payer le prix fort, non seulement sur le terrain mais aussi dans l'adhésion et la confiance de ses supporters. C'est la résultante d'une gestion défailante avec l'engagement d'entraîneurs non performants et un recrutement anarchique et qui ne répond à aucune logique de joueurs qui n'ont pas encore répondu aux attentes. En un mot, la gestion approximative a conduit le club vers une situation critique.

Face à ce climat, le sentiment dominant reste la résignation et l'avenir de l'ASO paraît incertain. Aussi, le suivi du club a été négligé ainsi que les infrastructures. Résultat : un club qui s'es-souffle, des supporters démotivés et un futur incertain.

M. Zeggai

Handball/ CAN 2026

L'équipe nationale à pied d'œuvre à Kigali

La sélection algérienne de handball (messieurs) s'est envolée samedi pour Kigali, où elle doit prendre part à la 27e édition du Championnat d'Afrique des nations (CAN-2026), prévue du 21 au 31 janvier dans la capitale rwandaise, a indiqué la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Le sélectionneur national, Salah Boučekriou, avait retenu pour ce rendez-vous africain 18 joueurs dont neuf évoluant dans le championnat national, à leur tête Mes-saoud Berkous, qui s'apprête à disputer sa 10e CAN, auxquels s'ajoutent neuf joueurs évoluant à l'étran-

ger, dont l'arrière Abdi Ayoub (HC Nantes, France). Le Sept algérien a bouclé son dernier stage de préparation en Slovénie avec une victoire en amical devant la formation slovène de première division Trimo Trebenje (32-31).

Battue lors du premier test match face au Koweït (25-32), la sélection nationale s'était également imposée contre la Géorgie sur le score de 32 à 30. Lors de la première partie de son stage, qui s'est déroulée en République tchèque (27 décembre-2 janvier), le Sept national avait disputé une rencontre amicale face à la sélec-

tion tchèque, soldée par un score de parité (31-31).

Versée dans le groupe A de la 27e édition de la CAN (21-31 janvier 2026), l'Algérie débute face au Nigeria le 21 janvier, puis le Rwanda le 22 janvier, avant de clôturer la phase de poules face à la Zambie, le 24 janvier.

La compétition offrira également des tickets qualificatifs au prochain Mondial, prévu en 2027 en Allemagne. Une échéance que les Verts ambitionnent de retrouver après avoir disputé la finale de la CAN-2024 au Caire, perdue face à l'Egypte.

Ligue 2 : Centre-Ouest La JS El-Biar confirme ses intentions à Tiaret

La reprise de ce champion Lnat a été nettement favorable à la JS El-Biar qui est allée à Tiaret confirmer son statut de leader du groupe Centre-Ouest. En effet, les El Biarois ont entamé cette première journée de la phase-retour par une belle victoire face à une méconnaissable équipe de la JSM Tiaret. Championne d'hiver, la JSEB a décroché une précieuse victoire. Trois points précieux qui vaudront leur pesant d'or lors du décompte final. Pour sa part, le RC Kouba a, encore une fois, raté l'occasion de répondre à ses supporters après avoir subi une défaite à Mostaganem devant le Wided local. Malgré ce revers, le RCK conserve provisoirement la troisième place, alors que le WAM rejoint le NA Hussein-Dey au classement. Dans la partie basse du tableau, le GC Mascara a, de son côté, remporté une victoire importante face à son hôte du jour, le CRB Adrar, quittant ainsi provisoirement la zone des turbulences en ravivant ses espoirs dans la lutte pour le maintien.

Dans les autres rencontres, le RC Arbâa a été tenu en

échec chez lui par l'ESM Kolléa. Un résultat qui n'arrange nullement les affaires des gars d'Arbâa, toujours englués dans le bas du tableau, tandis que le duel des malclassés entre la JS Texraïne et l'US Béchar Djedid s'est soldé par un match nul, laissant les deux formations dans une situation délicate.

Pour rappel, cette 16^e journée se poursuivra mardi avec deux affiches importantes: l'USM El Harrach se déplacera à Saïda pour défier le MC Saïda, alors que le CR Témouchent se rendra à Oran pour croiser le fer avec l'ASM Oran, avec l'objectif de rester au contact du trio de tête. Le match WA Tlemcen-NA Hussein-Dey, programmé pour le mardi 27 janvier, viendra clore cette journée étalée sur plus d'une semaine, en raison du déroulement des huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie. En somme, au terme de ces résultats, la JS El-Biar prend une option pour creuser l'écart, tandis que la lutte demeure intense aussi bien pour l'accession que pour le maintien, dans un groupe Centre-Ouest.

M. Z.

O. Marseille Gouiri intéressant contre Angers



Très bon en début de semaine en Coupe de France, Amine Gouiri a confirmé en championnat pour une large victoire de Marseille à Angers. Titularisé en pointe de l'attaque, Amine Gouiri a ouvert le score (19'), avant de se montrer très intéressant dans le jeu. Il n'est pas loin de s'offrir un doublé sur une belle tête que le gardien adverse sort difficilement (36'), avant de prendre part à la très belle action du quatrième but avec une remise dos au but et qui se ter-

mine par une réalisation de Weah (40'). A la reprise, il offre une passe à Greenwood qui trouve la barre transversale (50'), avant de tenter une frappe enveloppée qui passe à côté, puis il est remplacé à l'heure de jeu. Gouiri en est à quatre buts et une passe avec son nouveau club. Avec une belle victoire 5-1, l'OM reste sur le podium, alors qu'Angers, privé d'Abdelli pour ce match avant un probable transfert à Marseille, reste en milieu de tableau.

La Dent et l'Empire Chronique d'un meurtre qui ne finit jamais de tuer

Par Laala Bechetoula

Dans un coffre-fort du Palais de Justice de Bruxelles, pendant six ans, une dent en or a attendu. Une seule dent. Arrachée avec des pinces à un cadavre en décomposition dans la nuit du 21 janvier 1961, conservée comme trophée de chasse pendant quarante ans par un policier colonial belge, exhibée ensuite par sa fille devant des caméras avec la fierté obscène de qui montre un souvenir de safari.

C'est tout ce qui reste de Patrice Émery Lumumba, premier ministre démocratiquement élu de la République démocratique du Congo. Tout le reste – les os, la chair, le sang, les 35 années d'une vie dévorée par l'espoir d'un continent libre – a été dissous dans l'acide sulfurique, broyé, brûlé, dispersé comme de la cendre dans le vent katangais.

Ils voulaient qu'il ne reste rien. Pas un fragment d'os qui pourrait devenir relique. Pas une tombe qui pourrait devenir sanctuaire. Pas un corps qui pourrait devenir symbole. Ils voulaient l'effacement total, l'annihilation complète, le néant absolu.

Mais voilà : on ne dissout pas une idée dans l'acide. On ne broie pas un rêve avec un marteau. Cette dent qui a survécu à la barbarie est devenue exactement ce qu'ils voulaient empêcher : le symbole de tous les crimes que l'Occident a commis en Afrique et qu'il refuse encore de nommer, de juger, de réparer.

Le 17 janvier 2026, soixante-cinq ans jour pour jour après l'exécution, voici l'histoire de cette dent. Et l'histoire de l'Empire qui a tué l'homme à qui elle appartenait.

LE DISCOURS QUI SIGNA L'ARRÊT DE MORT

Le 30 juin 1960, jour de l'indépendance congolaise, le roi Baudouin prononce un discours hallucinant d'hypocrisie où il ose parler de «l'œuvre civilisatrice» de Léopold II – ce monstre qui fit du Congo son domaine privé et massacra dix millions de Congolais pour le caoutchouc. Baudouin ne prononce pas une seule fois le mot «pardon». Il parle comme un maître qui accorde gracieusement la liberté à ses esclaves.

Puis Patrice Lumumba se lève. Il n'était pas prévu qu'il parle. Mais Lumumba se fiche du protocole. Il parle des «travaux forcés», des «ironies, des insultes, des coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des nègres». Il dit : «Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir : accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres.»

Dans la salle, le silence est de plomb. Baudouin est livide. Ce discours de sept minutes signe l'arrêt de mort de Lumumba.

Car il vient de commettre l'impardonnable : dire la vérité sur le colonialisme devant ceux qui l'ont perpétré.

Dans les jours qui suivent, les câbles diplomatiques entre Bruxelles, Washington et Londres crépitent. Le mot revient partout : «dangereux». Pas communiste – les services de renseignement le savent. Mais «dangereux» parce qu'authentiquement nationaliste, réellement déterminé à ce que les riches du Congo profitent au peuple congolais.

Or le Congo n'est pas un pays comme les autres. C'est un scandale géologique. Sous son sol : l'uranium des bombes d'Hiroshima, le cuivre, le cobalt (60% des réserves mondiales), les diamants, l'or, le coltan de tous nos smartphones. Un Congo souverain contrôlant ses ressources est inacceptable pour l'Occident. Impensable. Intolérable.

Alors, dans les bureaux feutrés de Langley et les salons du Palais royal de Bruxelles, une décision se prend : Lumumba doit partir. Définitivement.

L'ORDRE PRÉSIDENTIEL D'ASSASSINAT

Le 18 août 1960, réunion du Conseil de sécurité nationale à la Maison-Blanche. Allen Dulles, directeur de la CIA, affirme – contre toute vérité – que Lumumba est «à la solde des Soviétiques». Il agite le spectre du communisme.

Et puis Eisenhower dit quelque chose. Robert H. Johnson, présent à la réunion, témoignera quinze ans plus tard sous serment : «Le président dit quelque chose qui m'est apparu comme un ordre d'assassinat de Lumumba. Ce fut un grand choc pour moi.»

Un ordre présidentiel d'assassinat d'un chef d'État démocratiquement élu.

Dulles câble immédiatement Larry Devlin, chef de station à Léopoldville : l'élimination de Lumumba est «un objectif urgent et prioritaire». Simultanément, il convoque Sidney Gottlieb, le chimiste en chef de la CIA, directeur du programme MK-Ultra. Gottlieb prépare un poison mortel et vole au Congo avec pour mission de contami-

ner le dentifrice ou la nourriture de Lumumba.

Le plan échoue. Mais parallèlement, la CIA lance le «Project Wizard» : renverser Lumumba en achetant le Congo pièce par pièce. Entre 1960 et 1968, Washington dépensera près de 12 millions de dollars – plus de 80 millions actuels. Des parlementaires achetés. Des journalistes achetés. Des officiers militaires achetés.

Au cœur de cette toile, Devlin identifie l'homme providentiel : Joseph-Désiré Mobutu, jeune colonel de 30 ans. Lors de leur première rencontre, Devlin lui tend une mallette contenant 5000 dollars. Mobutu prend l'argent sans hésiter. C'est le début d'une «amitié» qui durera 32 ans et coûtera au peuple congolais des millions de morts.

Pendant ce temps, la Belgique orchestre sa propre partition criminelle. Le ministre Harold d'Aspremont Lynden envoie le 6 octobre 1960 un télégramme au Katanga : la politique sera désormais «l'élimination définitive de Patrice Lumumba». Et il y a ce document découvert par l'historien Ludo De Witte : un mémorandum annoté par le roi Baudouin lui-même, acceptant que Lumumba soit «neutralisé, physiquement si possible».

Le roi commanditant un assassinat politique. La couronne belge, déjà ensanglantée par les dix millions de Congolais massacrés sous Léopold II, récidive.

LE COUP D'ÉTAT ET LA FUITE

Le 14 septembre 1960, Mobutu annonce qu'il «neutralise» tous les politiciens et instaure un «Collège des commissaires». C'est un coup d'État sponsorisé par la CIA. Le 27 octobre, le «Special Group» approuve 250 000 dollars supplémentaires pour Mobutu.

Lumumba se retrouve assigné à résidence, prisonnier dans sa propre capitale. Le 27 novembre 1960, il s'échappe. Direction : Stanleyville, sa base de soutien, à 1700 kilomètres. Pendant quatre jours, il roule, s'arrête dans les villages, prononce des discours. Les foules l'acclament. Mais ces arrêts permettent à ses poursuivants de le rattraper.

Le 1er décembre, les troupes de Mobutu capturent Lumumba près de la rivière Sankuru. L'arrestation est brutale. Les soldats le frappent à coups de crosse, le traînent dans la boue. Les images de son arrivée à Léopoldville le 2 décembre sont insoutenables. Des soldats le tirent par les cheveux. Il trébuche, tombe, se relève. Son regard reste droit, fixe, inébranlable.

Cette dignité dans l'humiliation scelle définitivement son sort.

LE TRANSFERT VERS LA MORT

Lumumba est emprisonné au Camp Hardy. Les conditions sont terribles. Il est battu, torturé. Mais il tient. Il écrit à sa femme : «L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, Washington, Paris ou aux Nations unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme.»

Le 13 janvier 1961, les soldats du camp commencent à sympathiser avec le prisonnier. La mutinerie gronde. Garder Lumumba devient trop risqué. Une décision est prise : le transférer au Katanga, chez Moïse Tshombe, son ennemi juré.

Le 14 janvier, Larry Devlin apprend que Lumumba va être transféré vers une mort certaine. Que fait-il ? Rien. Il attendra le 17 janvier – trois jours plus tard, après le transfert – pour envoyer un câble bureaucratique à Langley. Ce silence fait de Devlin un complice actif.

Le ministre belge d'Aspremont Lynden insiste personnellement, le 15 janvier, pour que Lumumba soit envoyé au Katanga. Il sait. Il veut. Il ordonne.

17 JANVIER 1961 : L'EXÉCUTION

Le 17 janvier, en fin d'après-midi, un avion DC-4 décolle avec trois prisonniers : Lumumba, Maurice Mpolo, Joseph Okito. Pendant le vol, les soldats katangais les battent sauvagement. L'avion atterrit à Elisabethville à 18 heures. Sur le tarmac, nouvelle volée de coups. Des fonctionnaires de l'ONU assistent à la scène. Ils ne lèvent pas le petit doigt.

On conduit les trois hommes à la villa Brouwez. Moïse Tshombe et son gouvernement les attendent. Avec eux : quatre officiers belges, dont le capitaine Julien Gat qui commandera le peloton d'exécution. Les Belges et les Katangais frappent encore les prisonniers. Méthodiquement.

Vers 21 heures, on charge les trois hommes dans des véhicules. Direction : un lieu isolé près du village de Musumba. On les aligne contre un arbre. Selon l'enquête parlementaire belge, l'exécution a lieu entre 21h40 et 21h43.

On fusille d'abord Okito. Puis Mpolo. Puis Lu-



mumba. Les corps s'effondrent. Les soldats creusent une fosse peu profonde et les enterrent.

L'HORREUR ABSOLUE

Le lendemain matin, le ministre katangais Godefroid Munongo convoque le commissaire de police belge Gerard Soete : les corps doivent disparaître. Totale.

Soete et son frère déterrent les cadavres. Ils les découpent à la scie. Ils les plongent dans des barils d'acide sulfurique. Le corps de Lumumba se transforme en «une masse de mucus». Mais les os résistent. Alors ils les broient. Quand l'acide vient à manquer, ils aspergent les restes d'essence et y mettent le feu.

Le travail prend deux jours. Mais avant de terminer, Soete plonge ses mains dans le bain d'acide. Il en retire deux dents de Lumumba. L'une est recouverte d'or. Il la nettoie. Il la glisse dans sa poche. Un trophée de chasse. Soete disperse ensuite les cendres dans la savane. Il ne reste plus rien. Plus aucune trace physique de Patrice Lumumba.

C'est du moins ce qu'ils croient.

L'IMPUNITÉ TOTALE

Pendant trois semaines, silence total. Le 10 février, Radio Katanga annonce que Lumumba a été tué par des «villageois en colère». Un mensonge grossier. Mais c'est la version officielle.

Gerard Soete rentre tranquillement chez lui. Il reste dix ans au Congo, devient professeur en Belgique, écrit des romans. Il vit paisiblement. Personne ne l'arrête. La dent dort dans son tiroir. Parfois, il la montre à des amis.

Larry Devlin fait une brillante carrière à la CIA. Il publiera ses mémoires en 2007, se présentant comme un homme d'honneur. Il mourra en 2008 sans avoir été inquiété.

Allen Dulles, Eisenhower, d'Aspremont Lynden – tous mourront honorés, respectés, sans avoir jamais été poursuivis.

Mobutu régnera 32 ans en dictateur, volant des milliards. Washington le soutiendra jusqu'au bout. Entre 1962 et 1991, les États-Unis verseront à Mobutu 150 millions de dollars en pots-de-vin CIA, plus de 1,03 milliard en aide au développement. En 1989, Bush père le qualifia de «l'un de nos amis les plus précieux».

L'impunité. Totale, absolue, obscène.

LA VÉRITÉ QUI REMONTE

Il faudra attendre 1999 pour que la vérité émerge. L'historien Ludo De Witte publie «L'Assassinat de Lumumba», démontrant la responsabilité directe de la Belgique. Cette année-là, Gerard Soete, 79 ans, accepte une interview télévisée. Il raconte tranquillement comment il a démembré les corps, les a dissous dans l'acide. Et devant la caméra, il sort deux dents. «Celles de Lumumba», dit-il. «Comme une sorte de trophée de chasse.»

Le scandale oblige la Belgique à réagir. En 2001, une commission parlementaire enquête. Le rapport de 988 pages conclut que «certains membres du gouvernement belge étaient moralement responsables» de la mort de Lumumba. «Moralement» – pas «légalement». Une pirouette pour éviter les poursuites.

En février 2002, le ministre Louis Michel présente des «regrets profonds». Pas d'«excuses». Des «regrets». Aucune poursuite. Aucune réparation. Soete meurt en 2000, tranquillement, sans avoir été jugé. La dent passe à sa fille Godelieve.

LE RETOUR DE LA DENT

En 2016, Godelieve Soete montre la dent à la télévision. Tempête médiatique. La famille Lumumba, qui avait porté plainte en 2011,

exige la restitution. La justice saisit la dent.

Le 20 juin 2022, dans une cérémonie solennelle à Bruxelles, la Belgique restitue enfin la dent. Le Premier ministre présente des «excuses» et réaffirme la «responsabilité morale». Le roi Philippe exprime ses «plus profonds regrets».

Une seule dent. Soixante-et-un ans après le crime. Sans poursuites. Sans réparations. Sans véritable justice.

LA JUSTICE EN MARCHÉ ?

Mais le 17 juin 2025, coup de théâtre : le parquet fédéral belge demande le renvoi d'Étienne Davignon, 92 ans, dernier survivant des accusés, devant le tribunal correctionnel pour son rôle dans l'assassinat.

Davignon était en 1960 chef de cabinet du ministre d'Aspremont Lynden. Les documents prouvent qu'il était au cœur du dispositif. Il savait. Il coordonnait.

L'audience préliminaire est fixée au 20 janvier 2026. Dans trois jours. Si le procès a lieu, ce sera le premier procès pénal d'un responsable occidental pour un crime colonial de la décolonisation.

Mais Davignon résiste. Il demande des reports. Il use de son influence pour retarder l'échéance. Juliana Lumumba dit simplement : «Nous cherchons la vérité.»

CE QUE NOUS DEVONS À LUMUMBA

Qu'est devenu le Congo depuis le 17 janvier 1961 ? Mobutu a régné en kleptocrate pendant 32 ans. Quand il est tombé en 1997, le pays a sombré dans une guerre qui a fait 3 à 6 millions de morts.

Aujourd'hui encore, l'est du Congo est ravagé par des conflits pour le contrôle des mines. Le Congo, qui devrait être l'un des pays les plus riches, est classé parmi les plus pauvres. Tout cela découle du 17 janvier 1961. Car l'assassinat de Lumumba n'était pas seulement le meurtre d'un homme. C'était l'assassinat d'un projet : un Congo souverain, maître de ses ressources. À sa place s'est installé le modèle néocolonial.

Mais on ne dissout pas une idée dans l'acide. Lumumba survit dans chaque mouvement de libération africaine. Dans chaque leader qui ose défier l'ordre néocolonial. Sankara a été assassiné en 1987. Gbagbo renversé en 2011. Kadhafi lynché en 2011. Le message est clair : vous pouvez avoir l'indépendance formelle. Mais ne touchez pas aux vraies richesses.

Pourtant, malgré tout, le combat continue. En 2026, une nouvelle génération refuse le discours de la fatalité. Elle sait que Lumumba a été assassiné parce qu'il menaçait les intérêts occidentaux. Elle sait que tant que justice ne sera pas rendue, le système continuera.

C'est pourquoi le procès de Davignon est important. Ce ne serait plus une «responsabilité morale». Ce serait une condamnation pénale. Un précédent. Une brèche dans le mur de l'impunité.

Car les crimes contre l'humanité ne prescrivent pas. Ces crimes peuvent encore être jugés. Doivent être jugés. La dent de Lumumba qui a survécu à l'acide est devenue le symbole de cette vérité qui refuse de mourir. Cette vérité qui remonte des profondeurs de l'Histoire vers la lumière de la justice.

Le 17 janvier 2026, soixante-cinq ans après l'exécution, le combat continue. Pour la vérité. Pour la justice. Pour la mémoire. Pour que jamais plus un Lumumba ne soit assassiné parce qu'il ose rêver d'une Afrique libre et digne.

Comme l'a écrit Lumumba dans sa dernière lettre : «L'histoire dira un jour son mot.»

Ce jour approche. Lentement. Douloureusement. Mais inexorablement.

Car on ne dissout pas la vérité dans l'acide.

Violences policières en France Un Mauritanien décède dans un commissariat à Paris

La famille d'un Mauritanien de 35 ans, El Hacen Diarra, mort dans la nuit de mercredi à jeudi pendant sa garde à vue dans un commissariat à Paris, dénonce, vidéo à l'appui, des violences policières, tandis que le parquet présente une autre version des faits.

Une plainte a été déposée pour «violences volontaires ayant entraîné la mort», a indiqué samedi à l'AFP l'avocat de la famille, Me Yassine Bouzrou. Elle «s'impose face à l'absence de saisine d'un juge d'instruction par la procureure de la République, alors que les circonstances de ce drame sont marquées par des preuves accablantes», a-t-il ajouté dans un communiqué.

A l'appui de la plainte, une vidéo, filmée de nuit par des voisins, montrant «des violences commises sur lui lors de son interpellation», a estimé Me Bouzrou. On y distingue deux policiers, dont l'un, à genoux, donne un coup de poing en direction d'un homme plaqué au sol,

avant l'arrivée de leurs collègues en voiture, une minute plus tard. «Des témoins ont vu une mare de sang sur les lieux de l'interpellation, attestant de la violence extrême subie par El Hacen Diarra (...). A son arrivée au commissariat, les policiers eux-mêmes ont estimé nécessaire une hospitalisation immédiate», a souligné l'avocat. «Ces éléments confirment qu'El Hacen Diarra a été victime de violences graves lors de son interpellation, et peut-être même au sein du commissariat du 20^e arrondissement, connu pour différentes affaires de violences et agressions sexuelles commises sur des gardés à vue», ajoute-t-il, se référant à deux condamnations pour des faits commis entre 2019 et 2021.

La version du parquet de Paris, qui a indiqué avoir confié une enquête en «recherche des causes de la mort» à l'IGPN, la police des polices, est différente.

Selon lui, El Hacen Diarra a été placé en garde à vue

pour possession de «faux documents administratifs», détention de cannabis et «rébellion». «Alors qu'il était en attente sur un banc du commissariat, (il) a été vu faire un malaise, son arrêt cardio-respiratoire a été constaté, et un policier a débuté un massage cardiaque, poursuivi par les pompiers à leur arrivée à 23h45. Le décès de la personne a été constaté à 00h20", a expliqué le parquet à l'AFP.

L'avocat de la famille dénonce des «allégations médiatiques de la procureure de la République reprenant, en toute partialité, l'unique version des policiers».

Les accusations de violences policière se sont multipliées en France ces dernières années, notamment lors du mouvement social des «gilets jaunes» (2018-2019), ou lors de la mort de Nahel Merzouk, en 2023. Le policier accusé de ce meurtre conteste son renvoi devant la cour d'assises. La décision sera rendue le 5 mars.

Etats-Unis

Rejet croissant des méthodes des policiers de l'immigration

La police américaine de l'immigration lui fait penser à la Gestapo. Lui, ce n'est pas un activiste de gauche, c'est Joe Rogan, podcaster à l'audience phénoménale et soutien de Donald Trump pour la dernière présidentielle.

Ses critiques ont alimenté le débat face aux méthodes de l'agence fédérale ICE (Immigration and Customs Enforcement), qui met en oeuvre la politique d'expulsions à marche forcée d'immigrés en situation irrégulière voulue par le président américain.

Dans tous les sondages, une majorité d'Américains condamnent le geste du policier de l'immigration qui a tué par balles une femme de 37 ans, Renee Good, le 7 janvier à Minneapolis (nord). Dans une enquête de l'institut Quinnipiac, 57% des électeurs condamnent les méthodes d'ICE - 94% des électeurs démocrates et 64% des indépendants, tandis que les républicains les soutiennent au contraire à 84%. Dans un autre sondage, Economist/YouGov, la proportion de personnes interrogées favorables à la suppression d'ICE (46%) dépasse pour la première fois le pourcentage de celles qui s'y opposent (43%).

«On ne veut pas d'hommes équipés comme des militaires qui traînent dans les rues et attrapent des gens - dont beaucoup se révèlent être des citoyens américains qui n'ont juste pas leurs papiers sur eux. On va devenir la Gestapo, Où sont vos pa-

piers? On en est arrivés là?», s'est demandé Joe Rogan.

«SWING VOTER»

«La manière la plus pertinente de décrire Joe Rogan, c'est qu'il est le plus célèbre électeur indécis (ndlr: «swing voter») d'Amérique. C'est assez intéressant de voir ce qui l'occupe», a écrit sur X un commentateur de gauche, Ben Burgis. Ce n'est pourtant certainement pas le podcaster conservateur que Karoline Leavitt, porte-parole de la Maison Blanche, avait en tête quand elle a réaffirmé jeudi la ligne dure de l'exécutif. Les policiers de l'immigration «essaient simplement d'appliquer la loi et le Parti démocrate a rabaisé ces individus. Ils les ont traités de nazis et de membres de la Gestapo ce qui conduit tout à fait à la violence que vous voyez dans les rues», a-t-elle dit pendant une conférence de presse. Au-delà des opinions sur la politique anti-immigration de Donald Trump, les méthodes de ces agents masqués et parfois lourdement armés heurtent des principes profondément ancrés dans la culture politique et légale américaine, explique à l'AFP Steven Schwinn, professeur de droit à l'université de l'Illinois à Chicago.

Il prend pour exemple les contrôles d'identité pratiqués par ces policiers, ceux qui indignent Joe Rogan, rappelant qu'ils ne sont autorisés qu'en cas de «suspçon raisonnable» d'activité illégale.

«IMMUNITÉ ABSOLUE»

Lorsque des agents d'ICE exigent par exemple que des manifestants pacifiques produisent leurs papiers, ou quand ils ciblent des personnes seulement sur la base de leur ethnicité, «beaucoup de gens assimilent cela à des régimes dictatoriaux ou totalitaires», note-t-il. L'universitaire juge véritablement «sans précédent» l'ampleur du déploiement des policiers de l'immigration - ils sont désormais 22.000 dans l'ensemble du pays, contre 10.000 il y a un an, selon le ministère de la Sécurité intérieure - mais aussi la protection dont ils bénéficient de la part du pouvoir exécutif. «Agents d'ICE: vous avez l'immunité pour remplir votre mission», a déclaré récemment l'un des plus influents conseillers de la Maison Blanche, Stephen Miller. Le vice-président JD Vance a lui jugé que le policier de l'immigration qui a abattu Renee Good «bénéficiait d'une immunité absolue». Mais selon Axios, l'exécutif américain a mené ses propres sondages et constaté une érosion du soutien à la police de l'immigration, même auprès des électeurs de droite. A en croire un haut conseiller anonyme cité vendredi par ce site d'information, le président américain «veut des expulsions de masse. Ce qu'il ne veut pas, c'est ce que les gens voient. Il n'aime pas l'air que ça a. (Les méthodes de la police de l'immigration) ne donnent pas une bonne image, et il a exprimé un certain malaise face à cela.»

APARTEMENT

■ Loue appart F3, 3^e étage, meublé, top clim, cité clôturée avec parking, Hai Khemisti, Akid Lotfi, Oran. Prix après visite - Tél : 0553.28.11.49

DIVERS

■ Jeune dame garde malade pour personnes âgées, enfants handicapés et autres cas - Tél : 0798.38.67.73

EMPLOIS

■ Recrute deux assistants (es) bilingues, pour bureau de traduction officielle. Veuillez nous contacter au : traductiondjebbar@gmail.com

■ Société privée à Oran recrute secrétaire, maîtrisant l'anglais et le français. Envoyer vos Cv par email : emiratestayeb@gmail.com

PENSÉE

19.01.2024 -
19.01.2026
En ce jour
douloureux du
19.01.2024 les
familles LEZOUL



et DJOUDI ont perdu en la personne de Mme **LEZOUL Houria** née **DJOUDI** une merveilleuse épouse, dévouée et attentionnée, mère, grand-mère et belle-mère. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connue de prier pour elle et de réciter la Fatiha. Nous demandons à Dieu Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis. « A Dieu nous appartenons à Lui nous retournons ».

Don de sang Algérie

Donner son sang, c'est sauver une vie



التبرع بالدم الجزائر
أنقذ حياة بقطرة دم

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques

Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE RELIZANE
DAIRA DE DJIDJOUA
COMMUNE DE HAMRI

CODE FISCAL 098448165141026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU PROJET

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436

Correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de hamri informe tous les soumissionnaires Ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04/2025 Paru dans deux Journaux nationaux : - El Djoumhouria Et - le Quotidien d'Oran Du : 14/12/2025

Relatif au : Travaux Des Voiries Secondaires Au Douar Ouled Beldjilali (Deuxième Tranche)

Après ouverture des plis et d'évaluation des offres conformément aux critères prévus au cahier des charges ont donné les résultats suivants :

ENTREPRENEUR	MONTANT Avant Correction	MONTANT Après Correction	OFFRE TECHNIQUE	Délais	CODE FISCAL	O.B.S
Entreprise Travaux Publics Et Hydrauliques -Denden Abdellah -	24 478 895,00 DA	29 038 380,00 DA	74,66/80 Pts	Quatre (04) Mois	7727050037216	Qualité Technique

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès du comité de la commune des marchés publics dans un délai de dix (10) jours à compter De la première parution du présent avis dans les journaux nationaux, et le BOMOP et la presse électronique des marchés publics.

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour ntroduire un Recours sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le service contractant est tenu d'inviter les soumissionnaires intéressés, de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du Projet, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

HAMRI LE : 30 Décembre 2025

Le président de l'assemblée populaire communal

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE MOSTAGANEM

DAIRA DE SIDI-ALI

COMMUNE DE TAZGAIT

AVIS D'ANNULATION D'ATtribution PROVISOIRE

NIF : 098527299000125

En application de l'article 75 Et161 du décret présidentiel N°15/247 du 16.09.2015. relative à L'organisation Des Marchés Publics et aux autorisations d'utilité Publics et La loi N° 23-12 du 5 aout 2023 prévoyant les modalités générales règles relative aux Marchés Publics. Le président de l'assemblée populaire communale de Tazgait informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offres national ouvert avec Exigence de capacités minimales n°06/2025 : Alimentation Scolaire Année 2026.

LOT 02 : Alimentation Générale.

03 LOT: Viande et œufs

AVIS D'ATtribution PROVISOIRE

NIF : 098527299000125

En application de l'article 161 et 65 du décret présidentiel n°15/247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le président de l'assemblée populaire communale de Tazgait informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au avis d'appel d'offres national ouvert avec Exigence de capacité minimales n°06/2025 : Alimentation Scolaire Année 2026.

LOT 02 : Alimentation Générale.

03 LOT: Viande et œufs

L'intitulé de l'opération	Entreprise	Montant En TTC	Nombre de PTS Technique	Eléments qui ont permis le choix d'attribution
LOT 02 : Alimentation Générale.	Kelouili Madani Sidi Ali - MOSTAGANEM Nif : 1198827120008335	4.650.700,00Da	60 ,84 PTS	Offre moins disant
03 LOT: Viande et œufs	CHERIFI NASREDINE Sidi Ali - MOSTAGANEM Nif : 197927120146035	5.547.500,00Da	60 ,84 PTS	Offre moins disant

En application de l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16.09.2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Les soumissionnaires peuvent introduire leurs recours dans les 10 jours qui suivent la première Parution du présent avis auprès de la commission des marchés publics de la commune.

le : 30/12/2025

Le président de l'A.P.C

ANEP N° 2631000646 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026



ملينة سيدي خالد المنطقة الصناعية زعرورة تيارت -
E.P.E/S.P.A LAITERIE SIDI KHALED FILIALE-GIPLAIT
CAPITAL SOCIAL : 666.660.000.00 DA
TEL : 046.22.80.75 / FAX : 046.22.80.76
EMAIL : giplaitlisk_dgtiaretl4@yahoo.com

Avis d'attribution provisoire

La Direction Générale de la laiterie sidi Khaled de Tيارت filiale du groupe GIPLAIT (NIF : 099714042201210), informe les soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offres national ouvert N° 05/2025 du 09/12/2025 publié dans les quotidiens nationaux Le Quotidien d'Oran en français et El Khabar en arabe et le BOMOP, qu'après analyse et évaluation des offres, la fourniture du lot 1 et lot 2 est attribuée au fournisseur selon les tableaux ci-dessous :

Lot 1 : Fourniture de deux milles (200000) pots pour yaourt d'une contenance de 40±1 centilitres ouverture de Ø95 avec impression IML

N°	Désignation de l'entreprise	Note de l'offre technique sur 20 points	Note de l'offre financière sur 80 points	Montant de l'offre en TTC (DA)	Numéro d'Identification Fiscale
01	POLYMA EMBALLAGES	10	80	2 829 820,00	099929066214165

Lot 2 : Fourniture de deux milles (200000) pots pour raib d'une contenance de 40±1 centilitres ouverture de Ø95 avec impression IML

N°	Désignation de l'entreprise	Note de l'offre technique sur 20 points	Note de l'offre financière sur 80 points	Montant de l'offre en TTC (DA)	Numéro d'Identification Fiscale
01	POLYMA EMBALLAGES	10	80	2 829 820,00	099929066214165

Les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs soumissions sont invités à se rapprocher du service contractant, au plus tard les trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de la présente attribution provisoire.

Les soumissionnaires qui ont des objections sur le choix peuvent déposer leurs recours auprès de la Direction Générale de Laiterie Sidi Khaled zone Industrielle Zaaroura route de Frennda Tيارت dans un délai de dix (10) jours à partir de la première parution dans les quotidiens nationaux.

Le Directeur Général

ANEP N° 2631100032 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE NAAMA
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
NIF 40 80 15 00 00 45 011

OBJET:

Avis D'appel D'offre National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales N° 45/2025
La direction des travaux publics de la wilaya de NAAMA lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence des capacités minimales pour l'exécution des travaux de :

Opération : Renforcement de la RN119 à Oued El karma du PK 57+200 au PK 60+000 à MECHERIA du PK 60+500 et au PK 77+700 sur 20 Kms (W.NAAMA)

Projets :

Lot N°01 : Renforcement de la RN119 du PK 66+000 au PK 77+700 sur un linéaire de 11,700 km
Lot N°02 : Renforcement de la RN119 du PK 57+200 au PK 60+000 et du 60+500 au PK 66+000 sur un linéaire de 8,3 km

Seules les entreprises intéressées par le présent avis d'appel d'offres ayant le certificat de qualification et classification professionnelles en cours de validité, activité principale Travaux Publics ;

Désignation des lots	Conditions d'éligibilité
-Lot N° 01 et Lot N°02	- Le soumissionnaire doit avoir un certificat de qualification et classification professionnelles en Travaux Publics - Activité Principale - classé à la catégorie SIX (06) ou plus, valide à la date d'ouverture des plis. et doit porter les codes 345-4210 et 345-4252 relatifs aux travaux de terrassements et revêtements. -Avoir déjà réalisé au moins un projet de route en enrobé d'un linéaire de 6 km et plus ou un projet de route en enrobé dont la consistance : Revêtement en enrobé de 6000 T ou plus+ travaux de terrassement de 10 000 m3 ou plus (quantités sont cumulables sur plusieurs attestations) durant les dix (10) dernières années. Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maître d'ouvrage public). Disposer d'un poste d'enrobé en toute propriété capacité 120T/H ou plus, justifié par carte grise ou factures d'achat ou un PV de constat de l'huissier de justice, daté d'une année ou moins de la date d'ouverture des plis - Avoir Réalisé durant les trois (03) meilleures années parmi les cinq (05) dernières années (2020-2021-2022-2023-2024) au moins un chiffre d'affaire moyen de 150.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20

Désignation des lots	Cas d'un groupement
Lot N° 01 et Lot N°02	- Le chef de file doit être classé à la catégorie SIX (06) ou plus, activité principale Travaux Publics, (avec les codes 345-4210 et 345-4252), et les autres membres doivent avoir au moins la catégorie QUATRE (04) ou plus, activité principale Travaux Publics, (avec les codes 345-4210 et 345-4252). L'un des membres de groupement doit : -Avoir déjà réalisé au moins un projet de route en enrobé d'un linéaire de 6 km et plus ou un projet de route en enrobé dont la consistance : Revêtement en enrobé de 10 000 T ou plus+ travaux de terrassement de 10 000 m3 ou plus (quantités sont cumulables sur plusieurs attestations) durant les dix (10) dernières années. Justifié par une attestation de bonne exécution délivrée par un service contractant (maître d'ouvrage public). -Disposer d'un poste d'enrobé en toute propriété capacité 120T/H ou plus, justifié par carte grise ou factures d'achat ou un PV de constat de l'huissier de justice, daté d'une année ou moins de la date d'ouverture des plis. Avoir Réalisé durant les trois (03) meilleures années parmi les cinq (05) dernières années (2020-2021-2022-2023-2024) au moins un chiffre d'affaire moyen de 150.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20 NB : L'offre doit comporter un protocole d'accord, signé par les membres du groupement pour la réalisation du projet et précisant, le mandataire et la forme de groupement établi pour l'exécution du projet et dans le cas où le groupement est attributaire le protocole de groupement sera notarié.

- NB : Toute offre non accompagnée d'un mémoire technique justificatif, sera rejetée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour non-conformité au dossier d'appel d'offres. Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de NAAMA, ---Bureau des marchés -
Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention "dossier de candidature", "offre technique" ou "offre Financière, selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme.

A - Dossier de candidature :

-Le dossier administratif comprendra :

- Déclaration de candidature (remplie, signée, cachetée et datée)
- Déclaration de probité (remplie, signée, cachetée et datée)
- Statut de l'entreprise en cas de société (en cas de groupement chaque membre doit remettre son propre statut).
- Le protocole d'accord (dans le cas où l'offre serait faite par un groupement d'entreprises). Il est impératif d'indiquer les prestations et le taux de participation de chaque entreprise.
- Pouvoir de signature dans le cas où le signataire de la soumission est autre que le premier responsable de l'entreprise ;
- Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Capacités professionnelles
Certificat de qualification et classification professionnel demandé en cours de validité ;
- Capacités financières
- Copie du bilan financier de l'entreprise des trois (03) meilleures années parmi les cinq (05) dernières années (2020-2021-2022-2023-2024) au moins un chiffre d'affaire moyen de 150.000.000,00 DA justifié par les bilans financiers certifiés - visés par les services des impôts ou attestation d'activité C20
- Relevé d'identité bancaire « RIB »
- Attestation de solvabilité
- Capacités techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles :
 - Liste des moyens humains et matériels visés
 - Références professionnelles de l'entreprise justifiées par des attestations de bonne exécution des projets réalisés par l'entreprise délivrées par le maître de l'ouvrage.
 - Numéro d'identification fiscale « NIF »
 - Attestation justifiant l'accomplissement de la procédure de dépôt légal des comptes sociaux délivré par les antennes locales du centre nationale du registre de commerce, pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale
 - Attestation de mise à jour CNAS en cours de validité
 - Attestation de mise à jour CASNOS en cours de validité
 - Attestation de mise à jour CACOBATH en cours de validité
 - Copie du Registre de commerce électronique de soumissionnaire.
 - Casier judiciaire du signataire de la soumission en cours de validité (moins de 03 mois);
 - Extrait de rôles de moins de trois (03) mois, apuré ou avec échéancier

B- L'offre technique

L'offre technique comprend :

- Déclaration à soucrire (selon modèle), remplie, signée, cachetée datée par le soumissionnaire ;

Le Cahier de charges paraphé par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté » ;

- Mémoire technique justificatif selon modèle joint, ou modèle d'entreprise (remplie, signée, cachetée et datée) :

✓ Liste des Moyens humains affecté au projet justifié par :

- Des diplômes ou attestation de réussite et l'expérience sera justifiée par les attestations et/ou certificats de travail, des attestations d'affiliation CNAS, délivre moins de trois (03) mois à compter de la date d'ouverture des plis.

✓ Liste des moyens matériels à engager pour l'exécution du projet justifiée par

- Pour le matériel roulant justifié par (Carte grises ou récépissé de circulation)+ assurance en cours de validité à la date d'ouverture des plis.

- Pour le matériel non roulant justifié par la facture d'achat ou PV d'huissier de justice daté d'une année ou moins le jour de l'ouverture des plis.

- Le cas de location n'est pas prévu.

✓ Etat de renseignement de l'entreprise

NB : Toute offre non accompagnée d'un mémoire technique justificatif, sera rejetée par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres pour non-conformité au dossier d'appel d'offres.

- Méthodologie du travail par rapport aux moyens humains et matériels.

- Planning d'exécution détaillé des travaux.

NB : En tout état de causes, sont exclus de la demande de complément tous documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres et le mémoire technique justificatif signé par les soumissionnaires.

C- L'offre financière

L'offre financière qui sera composée de:

- Lettre de Soumission (remplie, signée, cachetée et datée).

- Bordereau des prix unitaires (remplie, signé, cacheté et daté):

- Détail quantitatif et estimatif (remplie, signé, cacheté et daté).

L'enveloppe extérieure devra être anonyme et comportera la mention suivante :

Appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n°45/2025
Renforcement de la RN119 à Oued El karma du PK 57+200 au PK 60+000 à MECHERIA du PK 60+500 et au PK 77+700 sur 20 Kms (W.NAAMA)

Projets :

Lot N°01 : Renforcement de la RN119 du PK 66+000 au PK 77+700 sur un linéaire de 11,700 km

Lot N°02 : Renforcement de la RN119 du PK 57+200 au PK 60+000 et du 60+500 au PK 66+000 sur un linéaire de 8,3 km

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES- L'OBJET DE L'APPEL D'OFFRES »

La durée de préparation des offres est fixée à Trente (30) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si le dernier jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le Service Contractant peut, quand les circonstances le justifient, proroger la durée de préparation des offres. Dans ce cas, il informe les candidats par tout moyen.

La date de dépôt des offres est fixée au

dernier jour de la durée de préparation des offres et L'heure limite de dépôt des offres est fixée à 12^h 00^{mn} de ce même jour.

L'ouverture des plis s'effectuera le même jour de la date de dépôt des offres, à 13 :00 Heures en séance publique, au siège de la direction des Travaux Publics de la wilaya de NAAMA (Les soumissionnaires sont invités à y assister).

ANEP N° 2631000676 Le Quotidien d'Oran 19/01/2026

2

21.10 Coeurs Noirs



Saison 2 - Episode 1

Après l'enlèvement de Sab, la tension monte au sein du Groupe 45, une unité d'élite déterminée à libérer leur camarade, la snipeuse au talent redoutable. Alors que le groupe se mobilise pour élaborer un plan d'action, un agent de la DGSE est dépêché sur le terrain pour engager des négociations avec Zaid, le kidnappeur, qui a réussi à disparaître dans la nature. Le Groupe 45 se retrouve confronté à des conflits internes, chacun des membres devant faire face à ses propres démons tout en luttant contre des situations explosives qui menacent de compromettre leur mission. Les enjeux sont élevés, et la solidarité au sein...

09.55 Bel & Bien ensemble
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.10 Affaire conclue
18.01 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
21.00 Mot de passe : le duel

3

20.10 Normandie nue



Dans les collines verdoyantes du Mêle-sur-Sarthe, un paisible village normand, la vie suit son cours au rythme des saisons et des traditions locales. Mais sous cette apparente tranquillité, la crise économique frappe de plein fouet les éleveurs, menaçant l'équilibre fragile de cette communauté soudée. Les dettes s'accumulent, les exploitations ferment les unes après les autres, et l'espoir semble s'éloigner à l'horizon. Au cœur de cette tempête,...

22.55 Vache folle, la Bretagne au cœur de la crise

09.15 ICI dans votre région
10.50 La cuisine des mousquetaires
11.20 Flavie en France
12.26 ICI 12/13
14.00 Meurtres au paradis
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.15 ICI 19/20 édition
19.50 On vous emmène ici
20.10 Stade 2 Ligue 1
20.25 Un si grand soleil

4

21.00 Une journée (extra)ordinaire: 24h à l'opéra Garnier



Immersion dans les coulisses de l'Opéra Garnier, inauguré il y a 150 ans sous la Troisième République et construit sur ordre de l'empereur Napoléon III. Plus qu'une simple attraction touristique, le lieu héberge également une compagnie de danse qui existe depuis 1669 et qui a pour mission de rendre accessible au plus grand nombre le patrimoine lyrique et chorégraphique....

22.10 Concert d'une nuit d'été à Schönbrunn

09.06 Les Dalton
10.03 Il était une fois... la vie
10.56 Shaun le mouton
11.16 Les as de la jungle à la rescousse
11.38 Les as de la jungle . en direct
13.25 C'est toujours pas sorcier
14.20 Presque populaires
14.37 Scooby-Doo
16.00 Molusco
17.46 Les aventures de Pil
18.41 Bluey
19.38 Les maternelles XXL

5

arte

TMC

09.30 Les maternelles XXL
11.00 Une planète, sept mondes sauvages
11.55 Des trains pas comme les autres
13.00 Loeil et la main
13.35 Le Mag de la santé
14.40 A la découverte du monde
15.05 Des trains pas comme les autres
16.55 C pas si loin
17.40 C dans l'air
18.55 C à vous
21.00 Le monde de Jamy
22.50 C ce soir

11.40 Sundarbans, le dernier royaume du tigre
13.00 Dissolution du PKK : un espoir de paix ?
15.50 Dynastie de léopards : La guerre du trône
16.35 Dynastie de lionnes : Les héritiers face au destin
17.20 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 La femme infidèle
22.35 Un jeune homme de bonne famille

09.50 Madame est servie
13.55 Rizzoli & Isles . autopsie d'un meurtre
18.25 L'avant Quotidien
19.15 Quotidien
21.25 Expendables 3



23.35 Expendables 2 : Unité spéciale



CINE +
PREMIER 20.50

LE RÉPONDEUR

Acteur: Denis Podalydès, Salif Cissé, Aure Atika, Clara Bretheau,...

Baptiste est un imitateur de talent qui ne parvient pas à vivre de son art. Un jour, il est approché par Pierre Chozène, un romancier célèbre mais discret, constamment dérangé par les appels incessants de son éditeur, de sa fille ou encore de son ex-femme. Pierre, qui a besoin de calme pour écrire son texte le plus ambitieux, propose alors à Baptiste de devenir son "répondeur" en se faisant passer pour lui au téléphone. Baptiste impressionne l'écrivain en réussissant à reproduire sa voix à l'identique. Mais celui-ci outrepassé bientôt les consignes, ne se contentant plus d'imiter l'écrivain : il développe son propre personnage...



CINE +
FRISSON 20.50

ALITA : BATTLE ANGEL

Acteur: Rosa Salazar, Christoph Waltz, Jennifer Connelly, Mahershala Ali,...

En 2563, 300 ans après une importante guerre baptisée «la chute», dans la ville d'Iron City, le docteur Ido Dyson, un scientifique spécialisé dans les greffes robotiques, découvre les restes très endommagés d'un cyborg dans une décharge. Aidé par son assistante, l'infirmière Gerhad, Dyson redonne vie au robot d'apparence féminine qu'il prénomme Alita. Totalement amnésique, Alita accompagne bientôt Dyson en ville. Celui-ci lui explique le monde qui les entoure et évoque Zalem, une gigantesque cité volante stationnée au-dessus d'Iron City.



arte 21.00

LA FEMME INFIDÈLE

Acteur: Stéphane Audran, Michel Bouquet, Stéphane Di Napoli,...

Dans l'atmosphère feutrée d'une vaste demeure bourgeoise, nichée au cœur d'une banlieue parisienne cossue, Charles Desvallées (Michel Bouquet) incarne l'image même de la réussite : assureur respecté, père attentionné et époux d'une élégante femme, Hélène (Stéphane Audran). Leur quotidien, rythmé par les apparences d'un bonheur bien ordonné, semble à l'abri des turbulences. Pourtant, sous cette surface lisse, un doute insidieux ronge Charles. Malgré les apparences, il pressent que sa femme, dont la beauté discrète et la réserve intrigante autant qu'elles fascinent, pourrait cacher un secret.

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Le diplôme



Saison 1 - Episode 3 : Pierre

Voilà trois mois que les élèves ont repris le chemin du lycée et le rythme s'accélère à l'approche de Noël. Pierre réussit enfin à voir sa fille Zoé, pour la première fois depuis deux ans, mais la rencontre tourne court. Martial se rend compte que Delphine suit toujours les cours en cachette et se montre à nouveau violent ; elle se réfugie chez Leila, qui veut la convaincre de revenir au lycée. Jen découvre qu'Hussein, dont elle s'est rapprochée depuis qu'il l'a sauvée, dort au lycée. De son côté, Pierre, voulant se racheter aux yeux...
23.10 New York Unité Spéciale

6

21.10 L'amour est dans le pré



L'amour est dans le pré revient pour une 21e saison plus touchante que jamais. Cette année encore, Karine Le Marchand ouvre les portes des exploitations agricoles où battent des coeurs en quête d'âme soeur. Derrière les tracteurs et les étables se cachent des hommes et des femmes aux parcours extraordinaires, dont les rêves et les espoirs résonnent en chacun. Si certains ont connu l'amour puis la solitude, d'autres attendent encore ce premier...

09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

CANAL+

21.09 B.R.I

Saison 2 - Episode 3



Le gang des braqueurs de dealers qui a kidnappé la Mangouste contacte sa femme, Sadia. Les malfaiteurs lui demandent une rançon. Face à cette urgence, Sadia alerte la police. La BRI active alors le protocole enlèvement. Mais Sadia ne dit pas tout aux policiers, omettant volontairement de révéler certains détails cruciaux pour éventuellement résoudre cette affaire. Saïd et son groupe vont devoir jouer serré pour garder la situation sous contrôle et pour récolter des indices sur ces braqueurs violents qui...
22.50 Grofoot



18.54 La boîte à questions
18.58 En aparté
19.33 Clique
20.32 En aparté

PLANÈTE +

TFX

W9

09.27 Stasi F.C.
10.59 Girls Can't Surf . une révolution sur les vagues
12.49 Il était une fois Walt Disney
14.17 Batailles de légende
15.55 La véritable histoire de Barbie
17.32 La vie secrète des pharaons
19.22 American Pickers, la brocante made in USA
20.55 Planète Archéo
22.50 Ramsès le Grand

09.00 Le destin de Lisa
11.35 Drop Dead Diva
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 La Bataille: La malédiction de l'île
21.10 Appels d'urgence



09.00 Kaamelott
11.10 NCIS S1 - Episode 1



17.40 Les apprentis champions au ski
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 Parker



A cartoon illustration of Sylvester the cat chasing Tweety Bird. Sylvester is on a train track, holding a net, while Tweety is in a small blue cart on a red train engine. The background shows a green field and a brown rock formation.

Pakistan : au moins six morts suite à un incendie dans un centre commercial

Au moins six personnes sont mortes et 17 autres ont été blessées dimanche, suite à un incendie qui a ravagé un centre commercial à Karachi, ont rapporté des médias locaux. Les pompiers ont publié un premier rapport sur l'incendie dévastateur du Gul Plaza à Karachi dans lequel ils ont indiqué que la partie arrière du bâtiment s'est entièrement effondrée, relevant que l'incendie était maîtrisé à environ 60 %, mais que des flammes continuent de se raviver par intermittence, soulignent les médias. Les autorités ont pour l'instant fait état de six morts et 17 blessés. Elles ont souligné que la structure du bâtiment demeure extrêmement fragile et que la façade pourrait s'effondrer à tout moment, rendant l'extinction complète de l'incendie particulièrement difficile.

La porte-parole du gouvernement du Sindh, Sadia Javed, avait déclaré plutôt dans la journée que les pompiers rencontraient de graves difficultés pour éteindre l'incendie en raison du mauvais état des infrastructures du bâtiment.

Rassemblement à Paris pour réclamer la libération des détenus palestiniens



Des centaines de personnes solidaires de la cause palestinienne se sont rassemblées samedi à Paris, en France, pour réclamer la libération de prisonniers palestiniens détenus arbitrairement par l'entité sioniste. Organisé à l'appel de plusieurs collectifs pro-palestiniens, dont Euro-Palestine, Agir pour la Palestine et Waves of Freedom France, ce rassemblement s'inscrit dans une campagne de solidarité internationale. Par voie de communiqué, les organisateurs ont indiqué que «l'événement visait (aussi) à alerter sur la situation de plusieurs militants du mouvement Palestine Action, incarcérés au Royaume-Uni, dont certains ont entamé une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de détention et le soutien de leur pays à l'industrie militaire de l'entité sioniste». La même source a ajouté que «le rassemblement a également mis l'accent sur le sort des milliers de détenus palestiniens, dont un grand nombre en détention administrative». L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 71.548 martyrs et 171.353 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Maroc : des milliers de manifestants à travers le pays contre la poursuite de la normalisation



Des milliers de personnes ont participé à des rassemblements de solidarité organisés dans plusieurs régions du Maroc pour dénoncer la poursuite de la normalisation avec l'entité sioniste et réitérer leur soutien au peuple palestinien.

Répondant à l'appel de la Coordination marocaine

pour le soutien aux causes de la Oumma, les manifestants se sont rassemblés vendredi dans plusieurs villes marocaines, à l'instar de Casablanca, Mohammedia, Inezgane, Oujda, Meknès, Kelaat Sraghna et Tanger.

Au cours de leur action, ils ont brandi de nombreuses banderoles contre la normali-

sation et la trahison par le Makhzen de la cause palestinienne, ainsi que d'autres en faveur de la cause palestinienne. «La Palestine est une responsabilité», «la normalisation est une trahison» ou encore «tous avec Ghaza», étaient les slogans inscrits sur les banderoles que brandissaient les manifestants.

Grève nationale des fonctionnaires marocains de l'enseignement supérieur mardi

Le Syndicat national marocain des fonctionnaires de l'enseignement supérieur et des cités universitaires a appelé à une grève nationale mardi prochain et à un rassemblement devant le ministère de tutelle à Rabat pour exprimer son mécontentement quant à l'abandon par le ministère de ses engagements liés au statut particulier des fonctionnaires du secteur.

Le syndicat, relevant de la Confédération démocratique du travail (CDT), a précisé samedi que le désaccord concernait l'article 84 du projet de loi 59.24 validé par la Commission de l'éducation, de la culture et de la

communication à la Chambre des représentants.

Le syndicat a signalé que les amendements apportés au texte ont supprimé toute référence explicite à la mise en place d'un statut spécifique pour les fonctionnaires de l'enseignement supérieur. L'absence de précisions sur le contenu, le calendrier et les modalités d'élaboration de ce statut suscite, assure le syndicat, une forte inquiétude parmi les employés.

Le bureau national du syndicat fustige, par ailleurs, l'attitude dilatoire du ministère qui «évite» la tenue de réunions avec les représentants des fonctionnaires.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

CONTRE LA FOLIE DES ROUTES

de conséquences lourdes sur la vie des conducteurs des véhicules roulants, et sur l'ensemble de l'économie du pays et ne pouvait être retenu sans en défricher les rendus qu'il pourrait engendrer. Mais le préambule veut qu'un accident prémédité en parfaite conscience soit un crime. Probablement plus grave que celui commis par un trafiquant de bananes pris la main dans le sac.

Un tel engagement aussi fort des auteurs de la loi répond à une situation catastrophique à laquelle il était nécessaire de dégager des mesures

punitives particulièrement sévères pour qu'elles soient au niveau des drames vécus tous les jours. Sinon la loi n'aura aucun sens si elle se limitait à étiqueter un texte de bonne conduite et un appel à la sagesse.

La rage sinon la débilite d'une pléthore de conducteurs ne peuvent se soigner avec du paracétamol. La teneur de l'argumentaire du représentant de l'Etat face à la bienveillance et à la magnanimité de certains sénateurs se voulait être à la hauteur d'une situation qui a provoqué des centaines de milliers de morts. D'autant que la majorité des décédés et des milliers de blessés à travers l'ensemble du territoire ont été les victimes innocentes de la folie des routes.

Guatemala: mutineries dans plusieurs prisons



Des membres de groupes criminels se sont mutinés samedi dans plusieurs prisons du Guatemala, où ils protestent depuis 2025 contre le transfert de leurs chefs dans une prison de haute sécurité, ont annoncé les autorités.

En 2025, les autorités ont transféré les principaux chefs des gangs Barrio 18 et Mara Salvatrucha, tous deux classés terroristes par les Etats-Unis et le Guatemala, dans une prison de haute sécurité où ils sont maintenus à l'isolement, ce qui a depuis lors provoqué des émeutes des membres de gangs pour exiger le retour de leurs chefs.

Ces troubles sont «une réaction directe aux décisions fermes» de «retirer les privilèges aux chefs des structures criminelles et de ne pas céder à leurs pressions», a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. «Au Guatemala, on ne négocie pas avec les terroristes ni avec le crime organisé», a-t-il ajouté, affirmant que la police et l'armée mènent des opérations pour «rétablir pleinement l'ordre».